

CETE de l'Est

département
Aménagement et
Développement
Durables



Réseau
Scientifique et
Technique

Stratégie Habitat pour le département des Vosges

Pistes d'actions Indicateurs de suivi

Août 2011

Ressources, territoires et habitats
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



CETE
Est
DDT 88

Centre d'Études Techniques de l'Équipement de l'Est
Direction Départementale des Territoires des Vosges

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement

Références de la commande

Direction Départementale des Territoires des Vosges
Mme Florence HENNEQUIN Service Études et Prospectives Territoriales -Responsable du bureau des études Tél : 03 29 69 14 19 Mél : florence.hennequin@vosges.gouv.fr
22 à 26 avenue Dutac 88026 EPINAL

Références du dossier

Numéro du dossier (référence à rappeler) : 2009 21 018
--

Historique des versions du document

Version	Auteur(s)	Commentaires
1	Marie-Laure DANIEL et Marc SCHWAGER	Document comprenant la première partie correspondant au diagnostic issu de la synthèse du corpus documentaire existant et des travaux complémentaires menés – transmis en février 2011
2	Marie-Laure DANIEL et Marc SCHWAGER	Intégration des remarques de la DDT – transmis en mai 2011
3	Marie-Laure DANIEL et Marc SCHWAGER	Intégration des enjeux formulés par la DDT sur proposition du CETE, des conclusions de la réunion sur les leviers d'actions ainsi que des indicateurs de suivis / harmonisation en parallèle des fiches de synthèse par bassin d'habitat avec le corps du diagnostic - rapport transmis en juillet 2011
4	Marie-Laure DANIEL et Marc SCHWAGER	Intégration des remarques formulées par la DDT par retour de mail le 8 août 2011 portant sur l'intégration de nouvelles pistes d'actions au corps du rapport ainsi qu'aux tableaux détaillant les pistes d'actions en annexe 11 – rapport transmis en août 2011

Affaire suivie par

Marc SCHWAGER – division Aménagement et Habitat
Tél. 03 87 20 43 58 / fax 03 87 20 44 20
Mél. marc.schwager@developpement.durable.gouv.fr

Pièces jointes

Recueil des fiches de synthèse par bassin d'habitat, CETE de l'Est, Juillet 2011
--

Vérifié le.....par
Le Chef de la division « Aménagement Habitat »
Jean-Luc BAUER

Sommaire

Préambule méthodologique.....	7
Initiation de l'étude.....	7
Méthodologie employée.....	7
Le zonage défini	7
Limites – précautions.....	8
Documents sources utilisés.....	8
DIAGNOSTIC : l'habitat dans les Vosges à travers ses 11 problématiques les plus prégnantes.....	11
1. Un léger déclin démographique dans un contexte de migrations internes.....	11
2. Un vieillissement marqué de la population.....	13
3. Une augmentation de la précarité des ménages.....	15
3.1. Des ménages économiquement fragiles sur le département	15
3.2. Des disparités de revenus, en zones urbaines comme rurales.....	15
3.3. Un impact fort sur le logement se traduisant par un nombre croissant d'allocataires....	15
3.4. Une progression de la précarisation très marquée dans le parc privé.....	16
3.4.1. Une augmentation importante des allocataires locataires du parc privé.....	16
3.4.2. Un nombre d'allocataires locataires du parc locatif public stable.....	17
3.4.3. Une forte augmentation des allocataires locataires du parc privé présentant un taux d'effort après aides supérieur à 30%.....	17
4. Une absence de données mobilisables permettant d'apprécier le niveau des loyers dans le parc privé.....	19
5. La précarité énergétique : un enjeu dont le volume et la territorialisation sont difficiles à identifier à l'heure actuelle	20
6. Un étalement urbain de différentes formes.....	22
7. Des centres-villes à revitaliser.....	23
8. Un habitat indigne et dégradé présent sur l'ensemble du département.....	24
9. Une vacance élevée et en augmentation.....	25
9.1. Une vacance de longue durée stable dans le parc global mais des disparités territoriales marquées.....	25
9.2. Des logements vacants majoritairement anciens et de petite et moyenne taille (1 à 3 pièces).....	26

9.3. Une vacance de longue durée dans le parc privé élevée	28
10. Une offre en hébergement et logements-foyers à adapter finement aux besoins des territoires.....	29
10.1. L'offre en hébergement et en logements-foyers dans le département des Vosges.....	29
<i>10.1.1. Les places d'urgence (centre d'hébergement d'urgence).....</i>	<i>30</i>
<i>10.1.2. Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS).....</i>	<i>30</i>
<i>10.1.3. Les appartements et chambres conventionnés à l'ALT.....</i>	<i>30</i>
<i>10.1.4. Les maisons relais.....</i>	<i>31</i>
<i>10.1.5. Les résidences sociales et foyers de jeunes travailleurs.....</i>	<i>31</i>
<i>10.1.6. Un chainage encore incomplet sur de nombreux territoires.....</i>	<i>31</i>
10.2. Des besoins de certains publics spécifiques encore sans réponse adaptée.....	32
<i>10.2.1. Un besoin de réajustement dans la localisation des places d'hébergement existantes.....</i>	<i>33</i>
<i>10.2.2. Le logement des jeunes travailleurs et des apprentis : une problématique avérée ?.....</i>	<i>34</i>
<i>10.2.3. Le logement des travailleurs saisonniers.....</i>	<i>34</i>
11. L'accueil des gens du voyage.....	35
<i>11.1. Aires d'accueil des gens du voyage.....</i>	<i>35</i>
<i>11.2. Aires de grand passage.....</i>	<i>35</i>
<i>11.3. Problématiques recensées sur le terrain.....</i>	<i>36</i>
Synthèse des constats en matière d'habitat sur le département des Vosges.....	37
Vers la définition d'enjeux et de pistes d'actions : les stratégies en matière d'habitat déjà mises en place sur le territoire vosgien.....	39
<i>Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) des Vosges Centrales</i>	<i>39</i>
<i>Le PLH de l'agglomération d'Épinal</i>	<i>39</i>
<i>Les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH).....</i>	<i>39</i>
<i>Les Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS).....</i>	<i>40</i>
<i>Les chantiers de renouvellement urbain à Épinal et Saint-Dié-des-Vosges.....</i>	<i>41</i>
ENJEUX DU TERRITOIRE : les enjeux de la stratégie habitat en réponse aux constats issus de l'analyse territoriale.....	43
LEVIERS D'ACTIONS DE L'État : les pistes opérationnelles pour la DDT en réponse aux enjeux de la Stratégie Habitat.....	47
<i>Adaptation quantitative et qualitative aux besoins en logements.....</i>	<i>47</i>
<i>Adaptation aux besoins des personnes âgées en matière de logement.....</i>	<i>48</i>
<i>Accueil et maintien de certaines catégories de la population (jeunes travailleurs, gens du voyage).....</i>	<i>48</i>
<i>Accueil et prise en charge des populations non prêtes à accéder à un logement autonome.....</i>	<i>49</i>
<i>Accès et maintien dans le logement autonome pour les plus démunis.....</i>	<i>49</i>
<i>Équilibre territorial dans l'offre de logement (mixité sociale).....</i>	<i>50</i>
<i>Attractivité des centres-villes / Lutte contre l'étalement urbain / Lutte contre l'augmentation des déplacements.....</i>	<i>51</i>

Remise sur le marché de logements privés vacants et / ou Stratégie de développement alternative à l'urbanisation.....	51
Lutte contre la précarité énergétique.....	52
Amélioration de la qualité du parc de logement existant et / ou Stratégie de développement alternative à l'urbanisation.....	52
INDICATEURS DE SUIVI : les données visant à réactualiser le diagnostic.....	54
ANNEXES.....	57
ANNEXE N°1 : Glossaire.....	57
ANNEXE N°2 : Liste des documents étudiés par domaine et par échelle géographique.....	59
ANNEXE N°3 : Données complémentaires analysées relatives aux allocataires des aides au logement.....	60
ANNEXE N°4 : Données complémentaires analysées relatives à la vacance	63
ANNEXE N°5 : Données complémentaires analysées issues du Fonds de Solidarité Logement (FSL)	68
ANNEXE N°6 : Définition des dispositifs d'hébergement et de logement adapté.....	69
ANNEXE N°7 : Synthèse des constats par bassin d'habitat selon l'échelle et l'indicateur d'analyse.....	70
ANNEXE N°8 : Fiches de synthèse par bassin d'habitat.....	71
ANNEXE N°9 : Pré-enjeux de la Stratégie Habitat issus du corpus documentaire de base de l'étude.....	72
ANNEXE N°10 : Questionnements relatifs à la déclinaison des enjeux de la Stratégie Habitat	73
ANNEXE N°11 : Analyse détaillée des leviers d'actions de la Stratégie Habitat classés par enjeux.....	74
ANNEXE N°12 : Indicateurs de suivi de la Stratégie Habitat.....	86

Synthèse des constats en matière d'habitat sur le département des Vosges

L'analyse des onze problématiques autour desquelles se structure le présent diagnostic fait apparaître un territoire vosgien recelant de nombreux atouts en matière d'habitat à consolider mais également des faiblesses qu'il conviendra de corriger.

L'augmentation du nombre de ménages, la dynamique de construction sur certains territoires, notamment périurbains, le dynamisme des porteurs de projets d'hébergement et l'attractivité touristique sont autant de points sur lesquels s'appuyer pour construire une stratégie habitat.

D'un autre côté, à travers l'énoncé de certaines faiblesses, le document permet également de dégager les sujets majeurs, porteurs d'enjeux dans les années à venir, qui caractérisent le parc de logements vosgien :

- une adaptation aux évolutions en cours et à venir de la société (stagnation démographique, desserrement des ménages, vieillissement, précarisation des habitants) ;
- une remise à niveau du parc privé (résorption du parc énergivore voire indigne, remise sur le marché de logements vacants), à adapter néanmoins aux besoins réels du territoire en matière de logements (comme par exemple sur les territoires où les logements récents ne trouvent pas preneurs) ;
- une garantie dans les parcours résidentiels des ménages (réponses adaptées en matière d'hébergement et de logements foyers, niveaux de loyers cohérents dans le locatif, maîtrise des conditions d'accès à la propriété actuellement portée par l'essor périurbain).

Ces onze problématiques du présent diagnostic peuvent être synthétisées à travers l'énoncé de 19 constats, spatialisés par bassin d'habitat sur la carte suivante. Les 11 premiers constats concernent l'ensemble du département car ils se retrouvent dans les 6 bassins d'habitat. Les 8 autres constats ne sont pas déclinables sur l'ensemble des territoires car ils ne concernent que certains bassins. Afin de retrouver la trace de ces constats à travers l'ensemble des indicateurs abordés dans le présent diagnostic, un tableau, en annexe n°7, permet de faire le lien entre la donnée brute analysée et le constat formulé dans la carte.

Dans une optique d'approfondir l'analyse territoriale, des fiches de synthèse par bassin ont été rédigées et compilées dans un recueil complémentaire au présent document. Elles visent à spécifier pour chaque territoire les données chiffrées les plus fines disponibles afin de compléter l'analyse plus générale et synthétique du corps du rapport. Le détail de leurs objectifs et de leur trame est reporté en annexe n°8.

Cette cartographie et ces fiches de synthèse ont vocation à servir de socle à l'élaboration des enjeux en matière d'habitat. Ces enjeux, concept charnière entre les constats, éléments d'observation neutres, et les pistes d'action, liées à un dispositif opérationnel, visent à objectiver le diagnostic en définissant les sujets objets d'une action et le sens à y donner. Afin d'entamer les réflexions sur ces sujets, le présent diagnostic est complété par un état des lieux des stratégies d'ores et déjà en place en matière d'habitat sur le département (Cf. § suivant).

Synthèse des constats habitat

Stratégie habitat des Vosges

Département des Vosges

Migrations internes au département de la population

Augmentation du nombre de ménages

Veilleissement de la population

Disparités de revenus (hors bassins de Vittel et Neufchâteau)

Précarisation accrue des locataires du parc privé

Précarité énergétique

Perte d'attractivité des centres villes

Habitat Indigne, dégradé et vétuste

Vacance concentrée dans le parc privé

Demande diffuse de logements adaptés pour jeunes travailleurs

Adaptation et territorialisation de l'offre à destination des gens du voyage

Bassin de Saint-Dié/Raon l'Etape

Dynamisme de la construction

Péri-urbanisation

Bassin de Neufchâteau

Insuffisance de l'offre en hébergement de type CHRS

Projets en cours de logements adaptés à destination des jeunes travailleurs

Bassin de Bruyère/Rambervillers

Aucun autre constat

Montagne

Sillon

Plaine

- ANRU
- ★ CUCS
- SCOT des Vosges Centrales
- PLH d'Epinal 2000-2006
- EPCI
- OPAH entre 2000 à 2010
- PIG de 2007 à 2010

Bassin de Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Darney/Lamarche

Vacance de très longue durée importante

Projets en cours de logements adaptés à destination des jeunes travailleurs

Bassin d'Epinal/Golbey

Dynamisme de la construction

Vacance dans le parc public à Epinal

Insuffisance de l'offre en hébergement de type CHRS

Péri-urbanisation

Bassin de Remiremont/Gérardmer/La Bresse

Dynamisme de la construction

Péri-urbanisation

Mitage

0 10 20
Kilomètres



Vers la définition d'enjeux et de pistes d'actions : les stratégies en matière d'habitat déjà mises en place sur le territoire vosgien

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) des Vosges Centrales

Le SCoT des Vosges Centrales finalisé en 2007, couvre un territoire de 103 communes sur plus de 120 000 hectares. Il accueille une population d'environ 119 000 habitants et compte environ 50 400 logements.

En matière d'habitat, le SCoT des Vosges centrales prévoit :

- d'augmenter modestement le nombre de logements :
 - ✓ tout en étendant l'offre de logements sociaux à des communes plus rurales ;
 - ✓ en résorbant prioritairement le problème de vacance des logements
 - ➔ la réalisation de 600 logements/an (parc privé et public confondus) sur 20 ans dont une partie issue de la réhabilitation du patrimoine ancien
- d'anticiper les évolutions démographiques et sociales en diversifiant et créant de nouveaux produits : construire notamment des logements adaptés au vieillissement de la population ;
- la création de davantage de petits et moyens logements dans de l'habitat plus regroupé.

Le PLH de l'agglomération d'Épinal

Le Programme Local de l'Habitat de l'agglomération d'Épinal entré en vigueur en 2000 n'a pas encore fait l'objet d'un renouvellement. Néanmoins, dans l'attente d'un nouveau PLH, il constitue le seul document stratégique en matière d'habitat sur ce territoire.

- Les axes d'actions préconisés par ce PLH étaient les suivants :
- relancer la requalification du parc ancien
- développer une offre diversifiée
- renouvellement urbain et mixité sociale
- faire vivre une politique de l'habitat (mise en place d'outils d'analyse du marché du logement, observatoires...)

Les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

Une OPAH (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat) est une action d'aménagement qui vise à améliorer les logements anciens et leur environnement dans un périmètre donné en coordonnant l'action publique et l'action privée. La procédure associe l'État, l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat) et une ou plusieurs collectivités locales qui s'engagent, dans le cadre d'une convention, à mobiliser des moyens au service des objectifs de l'OPAH.

L'OPAH poursuit un double objectif :

- réhabiliter le patrimoine bâti et améliorer le confort des logements, tout en intégrant les ménages aux ressources modestes,
- intégrer les travaux d'amélioration de l'habitat dans une politique d'aménagement plus globale.

Le tableau suivant liste les dernières OPAH menées sur le territoire vosgien.

Territoire concerné par une OPAH	date de début de l'OPAH	date de fin de l'OPAH
Communauté de communes du Pays d'entre Madon et Moselle	30/04/03	04/05/08
Communauté de communes du Pays de Senones	01/07/04	31/08/09
Communauté de communes de Bulgnéville entre Xaintois et Bassigny	01/09/04	12/03/10
Communauté de communes d'Épinal-Golbey	25/10/04	12/02/10
Communauté de communes du Pays de Saône et Madon	01/02/05	01/02/08
Communauté de communes de la Vallée de la Plaine	06/01/07	06/01/10
Communauté de communes de l'A.D.P. (Arentéle, Durbion, Padozel)	10/03/07	10/03/10
Communauté de communes de la Vallée de la Vologne	07/06/07	22/03/13
Communauté de communes des Lacs et des Hauts Rupts	01/09/07	01/01/12
Communauté de communes du Pays de Neufchâteau	31/10/07	31/10/10
Communauté de communes du Pays de Mirecourt	18/12/07	18/12/10
Communauté de communes du Xaintois (en association avec Mirecourt)	18/12/07	18/12/10
OPAH RR Communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud-Toulois	08/11/07	08/11/10

Source : DDT 88

Les Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS)

Le Contrat de Cohésion Sociale (CUCS) constitue le cadre de la mise en œuvre d'un projet de développement social et urbain en faveur des habitants de quartiers en difficulté reconnus comme prioritaires.

Les CUCS intègrent et mettent en cohérence, dans leurs programmes d'actions, l'ensemble des dispositifs existants sur le territoire concerné et concourant aux objectifs prioritaires fixés par le Programme Local de l'Habitat (PLH) notamment.

Le CUCS d'Épinal-Golbey-Chantraine (2007-2012)

En matière d'habitat, les objectifs du CUCS d'Épinal-Golbey-Chantraine sont les suivants :

- la mise en œuvre d'un agent de développement : véritable levier d'intervention et de transformation des quartiers d'habitat, il sera chargé d'articuler les politiques urbaines avec les politiques sociales en vue d'assurer la préservation de la qualité des investissements réalisés dans le cadre du PRU (Programme de Rénovation Urbaine). Il sera par ailleurs chargé de promouvoir l'image de la qualité urbaine.
- améliorer le fonctionnement des quartiers concernés par les opérations de rénovation urbaine par une prise en compte de l'accompagnement des familles déplacées, de l'anticipation des problèmes liés à l'évolution du peuplement du quartier, et de l'adaptation des équipements de quartiers.
- constituer une opportunité d'implication des habitants dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain. La Gestion Urbaine de Proximité s'inscrit largement dans cet objectif.

Le CUCS de Saint-Dié-des-Vosges (2007-2012)

En matière d'habitat, les objectifs du CUCS de Saint-Dié-des-Vosges sont les suivants :

- Favoriser la mise en place d'actions de Gestion Urbaine de Proximité (GUP) sur les quartiers de l'Orme/Saint-Roch et Kellermann en :
 - ✓ renforçant la coordination et la complémentarité des maîtres d'œuvre et des opérateurs de terrain en matière de GUP, mais également à Kellermann, dans l'accompagnement social du Programme de Rénovation Urbaine (PRU) ;
 - ✓ développant des actions collectives de sensibilisation à la collecte des ordures ménagères, au respect de l'environnement, et à la propreté du quartier ;

- ✓ développant des actions de GUP visant à prévenir :
 - les troubles de voisinage
 - le squat dans les cages d'escaliers
 - les incivilités
 - la prévention des risques de dégradation
 - la prévention des conflits d'usage entre espaces publics et espaces privés.
- Renforcer l'implication des habitants dans les opérations d'aménagement de leur quartier
- Profiter des équipements et du fort tissu associatif présents sur les quartiers pour développer des échanges inter-structures à l'échelle de la Ville ou de l'Agglomération, et ainsi favoriser la mobilité des habitants du quartier vers l'extérieur, et la venue d'habitants extérieurs sur le quartier, et ainsi tendre vers une mixité fonctionnelle et sociale de ces quartiers.
- Poursuivre les permanences d'information et de médiation sur les droits des locataires ainsi que l'action d'accompagnement des jeunes à la recherche d'un logement du CLAJJ en renforçant l'axe développé sur la lutte contre les discriminations dans l'accès au logement.

Le CUCS de Remiremont (2007-2012)

En matière d'habitat, les objectifs du CUCS de Remiremont sont les suivants :

- faire du quartier du Rhumont un quartier « comme les autres » est l'objectif prioritaire du Contrat Urbain de Cohésion Sociale
- urbaniser le site dit « les genêts » afin d'inciter de nouveaux ménages à s'installer et développer ainsi la mixité au sein du quartier
- améliorer la vie quotidienne des habitants dans le cadre de la mise en place d'une gestion sociale et urbaine de proximité.
- améliorer le réseau de transports afin de faciliter le déplacement des populations privées de moyens de locomotion pour rompre l'isolement des habitants et développer l'intégration du quartier dans la ville
- réfléchir sur l'avenir du parc locatif en partenariat avec l'OPAC

Les chantiers de renouvellement urbain à Épinal et Saint-Dié-des-Vosges

La convention ANRU d'Épinal

La convention de rénovation urbaine signée en 2005 avec l'ANRU concerne le quartier de la Vierge et le Plateau de la Justice à Épinal.

Elle s'articule autour des axes suivants :

- la transformation du quartier de la Vierge par l'amélioration de l'entrée de ville, le désenclavement et par une nouvelle trame viaire, ainsi qu'une intervention sur les logements en terme de réhabilitation et de résidentialisation
 - ✓ la rénovation en profondeur du quartier de la Justice avec
 - ✓ un important projet de démolition – reconstruction de l'hôpital,
 - ✓ La résorption de l'habitat social dégradé,
 - ✓ L'amélioration de la trame viaire et la hiérarchisation des espaces publics et privés en vue de créer des îlots fonciers mutables,
- La requalification des espaces publics, de l'environnement commercial et des services,
- l'amélioration des dessertes internes en complétant le maillage interne des deux quartiers.

La convention ANRU de Saint-Dié-des-Vosges

La convention de rénovation urbaine signée en 2001 avec l'ANRU concerne le quartier Kellermann de Saint-Dié-des-Vosges.

Elle s'articule autour des axes suivants :

- la démolition d'une partie de l'habitat ancien dégradé, c'est-à-dire la disparition du parc social obsolète
- une meilleure desserte interne du quartier
- une requalification des équipements
- un renouvellement de l'offre résidentielle

Stratégie Habitat pour le département des Vosges

Enjeux du territoire vosgien

ENJEUX DU TERRITOIRE : les enjeux de la stratégie habitat en réponse aux constats issus de l'analyse territoriale

Le diagnostic du territoire vosgien en matière d'habitat a permis de dégager onze principaux constats qui ont fait l'objet d'une synthèse à travers la carte présentée page 37. Ces constats sont issus d'un corpus documentaire qui a servi de base à l'établissement du diagnostic. En son sein, de nombreux documents formulent également des enjeux sur les sujets et les territoires auxquels ils se réfèrent.

Ces éléments issus des documents existants ont servi de base à la formulation de pré-enjeux répondant aux principaux constats du diagnostic. L'élaboration de cette première approche des enjeux est détaillée en annexe n°9.

Cependant, les enjeux, concept charnière entre le diagnostic et le plan d'actions n'ont de sens que s'ils sont appropriables par les acteurs de terrain à même de mettre en œuvre des actions territoriales. Cette première formulation a donc été reprise par la DDT, sur la base de sa connaissance du territoire, pour aboutir aux enjeux de la Stratégie Habitat, qui sont présentés dans le tableau ci-dessous. Les questionnements annexes relatifs à ces enjeux, en terme d'actualisation et de déclinaison sont récapitulés en annexe n°10.

CONSTATS HABITAT ISSUS DU DIAGNOSTIC	ENJEUX
Augmentation du nombre de ménages + Dynamisme de la construction	Adaptation quantitative et qualitative aux besoins en logements
Vieillesse de la population	Adaptation aux besoins des personnes âgées en matière de logement
Demande diffuse de logements adaptés pour certaines catégories de la population (jeunes travailleurs, gens du voyage ...)	Accueil et maintien de certaines catégories de la population (jeunes travailleurs, gens du voyage)
Insuffisance de l'offre en hébergement en CHRS à certains endroits	Accueil et prise en charge des populations non prêtes à l'accès au logement autonome
Précarisation accrue des locataires du parc privé	Accès et maintien dans le logement autonome pour les plus démunis
Disparités de revenus	Équilibre territorial dans l'offre de logement (mixité sociale)
Perte d'attractivité des centres-villes + Périurbanisation + Mitage	<ul style="list-style-type: none"> - Attractivité des centres-villes - Lutte contre l'étalement urbain - Lutte contre l'augmentation des déplacements
Vacance concentrée dans le parc privé	Remise sur le marché de logements privés vacants et / ou Stratégie de développement alternative à l'urbanisation
Précarité énergétique	Lutte contre la précarité énergétique
Habitat indigne, dégradé, vétuste	Amélioration de la qualité du parc de logements existant et / ou Stratégie de développement alternative à l'urbanisation

Ces enjeux sont formulés en réponse à des constats qui concernent l'ensemble du département. Néanmoins, les différents territoires vosgiens peuvent être impactés de manière différente. Par ailleurs, les moyens d'actions étant souvent limités, il est apparu important pour la DDT de pouvoir prioriser ces actions en fonction de la prégnance de certains enjeux sur tel ou tel territoire.

Le tableau page suivante met en avant certains secteurs du département en fonction de l'enjeu, en étayant la réflexion à partir des données fondamentales issues du diagnostic.

ENJEUX	FACTEUR DE PRIORISATION	PRIORISATION TERRITORIALE
Adaptation quantitative et qualitative aux besoins en logements	Adaptation quantitative : territoires les plus urbains : bassins d'habitat d'Epinal et de Remiremont/Gérardmer/LaBresse : augmentation sensible du nombre de ménages (entre 5,7% et 6,1% pour une moyenne départementale de 5,7%) et dynamique de construction avérée (6,5 et 6,4 d'indice de construction pour une moyenne départementale de 5,9).	BH EPINAL - REMIREMONT/GERARDMER/LABRESSE
	Adaptation qualitative : tous les bassins d'habitat : chaque territoire est porteur de particularités qui seront détaillées à travers les enjeux suivants : adaptation au vieillissement, aux publics spécifiques, revitalisation des centres-villes, lutte contre la vacance, lutte contre l'habitat indigne.	TOUS LES BH
Adaptation aux besoins des personnes âgées en matière de logement	Tendance départementale : 23,7% des habitants des Vosges ont plus de 60 ans. Présence de cantons où le taux est supérieur à la moyenne dans tous les bassins d'habitat : Bains-les-Bains (BH d'Epinal) : 30,9%, Monthureux-sur-Saône (BH Vitte) : 47,8%, Saulxures-sur-Moselle (BH Remiremont) : 25,6%. Cantons plutôt à dominante rurale ou constitués de villes moyennes à l'échelle du département. Taux moins élevés sur les cantons plus urbains (canton d'Epinal : 19,9%, Remiremont : 21,7%, Vitte : 21,3%, Saint-Dié-des-Vosges : 22,1%, Rambervillers : 23,2%).	TOUS LES BH AVEC UNE PRIORITE POUR LES TERRITOIRES A DOMINANTE RURALE
Accueil et maintien de certaines catégories de la population (jeunes travailleurs, gens du voyage)	Réponse aux objectifs du SDAGV : aires non réalisées sur les secteurs de Vitte et Remiremont. Aires de grand passage non réalisées sur tous les bassins d'habitat concernés : Epinal, Saint-Dié-des-Vosges/RaonL'étape, Neufchâteau, Vitte/Contrexéville/Mirecourt, Remiremont/Gérardmer/LaBresse .	TOUS LES BH A L'EXCEPTION DE BRUYERES/RAMBERVILLERS
	Projet de logements adaptés aux jeunes en cours dans l'ouest vosgien sur le bassin d'habitat de Vitte/Contrexéville/Mirecourt . Demande diffuse sur les territoires ruraux de tous les bassins d'habitat .	TOUS LES BH AVEC UNE PRIORITE POUR LES TERRITOIRES A DOMINANTE RURALE
Accueil et prise en charge des populations non prêtes à l'accès au logement autonome	Offre à localiser dans certains centres urbains : renforcement de l'offre sur Epinal , diversification sur Saint-Dié-des-Vosges et Neufchâteau (faible degré de mobilité des personnes en situation de grande précarité). Absence d'une offre complète d'hébergement et de logement adapté (chaîne d'insertion) sur les bassins d'habitat de Neufchâteau et de Vitte/Contrexéville/Mirecourt .	AGGLOMERATION D'EPINAL ET DE SAINT- DIE-DES-VOSGES. BH VITTE/CONTREXEVILLE/MIRECOURT - NEUFCHATEAU
Accès et maintien dans le logement autonome pour les plus démunis	Permettre l'accès au logement des ménages modestes par rapport à la pression induite par les résidences secondaires sur le bassin d'habitat de Remiremont/Gérardmer/LaBresse . Augmentation du nombre d'allocataires du parc locatif privé sur tous les bassins d'habitat en particulier ceux de Neufchâteau et d' Epinal . Hausse importante des ménages dont le taux d'effort dépasse 30% sur les bassins d'habitat de Vitte/Contrexéville/Mirecourt et Saint-Dié-des-Vosges/RaonL'étape .	TOUS LES BH
Équilibre territorial dans l'offre de logement (mixité sociale)	Concentration du parc public et des ménages à faibles revenus dans les secteurs de ZUS ou assimilé sur les agglomérations de Epinal, Saint-Dié-des-Vosges et Remiremont . Des disparités de revenus selon les cantons sur le secteur de Montagne et sur le sillon central : bassin d'habitat d'Epinal et de Remiremont/Gérardmer/LaBresse (BH d'Epinal : canton de Bains-les-Bains : revenu fiscal moyen par foyer de 14 666€ contre 19127€ pour celui de Dampierre). A revoir : A priori il doit s'agir de Dampierre	AGGLOMERATION D'EPINAL, DE SAINT- DIE-DES-VOSGES ET REMIREMONT. BH EPINAL – REMIREMONT/GERARDMER/LABRESSE
- Attractivité des centres-villes - Lutte contre l'étalement urbain - Lutte contre l'augmentation des déplacements	Périurbanisation marquée autour des principales agglomérations : Epinal, Saint-Dié-des-Vosges . Périurbanisation et mitage dans le bassin d'habitat de Remiremont/Gérardmer/LaBresse . Perte d'attractivité des centres-villes sur les autres bassins d'habitat : Neufchâteau, Vitte/Contrexéville/Mirecourt, Bruyères/Rambervillers .	AGGLOMERATION D'EPINAL, DE SAINT- DIE-DES-VOSGES. BH DE REMIREMONT/GERARDMER/LABRESSE - VITTE/CONTREXEVILLE/MIRECOURT – NEUFCHATEAU - BRUYERES/RAMBERVILLERS
Remise sur le marché de logements privés vacants et / ou Stratégie de développement alternative à l'urbanisation	La vacance a augmenté dans les années 2000 sur les bassins d'habitat de Neufchâteau, Vitte/Contrexéville/Mirecourt et Saint-Dié-des-Vosges/RaonL'étape (entre +15% et +16%). Le taux de vacance est élevé sur le bassin d'habitat de Vitte/Contrexéville/Mirecourt et Bruyères/Rambervillers (6,8% et 4,8% contre une moyenne de 4,2%). Les villes-centres des autres bassins d'habitat concentrent également une part importante du parc vacant (agglomérations d' Epinal et de Remiremont).	AGGLOMERATION D'EPINAL, DE SAINT- DIE-DES-VOSGES. BH EPINAL – VITTE/CONTREXEVILLE/MIRECOURT – BRUYERES/RAMBERVILLERS – SAINT- DIE-DES-VOSGES/RAONL'ETAPE
Lutte contre la précarité énergétique	Une territorialisation plus précise n'est pas possible compte tenu des données actuellement disponibles. Tous les bassins d'habitat sont donc potentiellement concernés étant donné l'ancienneté du parc de logements vosgien.	TOUS LES BH
Amélioration de la qualité du parc de logements existant et / ou Stratégie de développement alternative à l'urbanisation	Tous les bassins d'habitat présentent des cantons où le taux de logements potentiellement indignes parmi l'ensemble du parc privé est important. Les volumes sont globalement les plus importants sur le secteur de montagne : bassins d'habitat de Remiremont/Gérardmer/LaBresse et Saint-Dié-des-Vosges/RaonL'étape . Le sud du département est également fortement touché : bassin d'habitat d'Epinal et de Vitte/Contrexéville/Mirecourt .	BH EPINAL – VITTE/CONTREXEVILLE/MIRECOURT - REMIREMONT/GERARDMER/LABRESSE – SAINT-DIE-DES-VOSGES/RAONL'ETAPE

Stratégie Habitat pour le département des Vosges

***Pistes et leviers d'actions
relatifs aux enjeux***

LEVIERS D' ACTIONS DE L'État : les pistes opérationnelles pour la DDT en réponse aux enjeux de la Stratégie Habitat

Sur la base des enjeux de la stratégie habitat a été listé l'ensemble des outils, procédures et documents de planification susceptibles de contribuer à la réalisation des objectifs sous-jacents. Il s'est agi de recenser l'ensemble des leviers d'actions sur lesquels l'État, et plus particulièrement la DDT, avait la maîtrise, qu'elle soit partielle ou totale. En effet, de nombreux dispositifs en matière d'habitat sont aujourd'hui partenariaux. Ce recensement a été le plus large possible, incluant des leviers issus du champ de l'urbanisme et de l'aménagement, étant donné les liens étroits entre l'habitat et ces disciplines connexes. Certains ont des impacts multiples, ce qui conduit à leur conférer une utilité vis à vis d'un ou plusieurs enjeux. Ils sont principalement de deux types :

- des plans et programmes (documents de planification, de cadrage de politiques publiques), de portée très large ;
- des outils, financiers notamment, au caractère très opérationnel.

Ces leviers d'actions circonscrits ont fait l'objet d'une analyse conjointe entre la DDT et le CETE afin de déterminer dans quelle mesure ceux-ci peuvent être mis en œuvre dans les Vosges. Ils sont listés ci-après pour chaque enjeu et il est précisé si leur mobilisation et leur pilotage sont du ressort de l'État, de l'un ou plusieurs de ses partenaires ou bien d'une responsabilité conjointe. Le détail des principes, références réglementaires, modalités de mise en œuvre et utilité de chaque outil proposé est reporté en annexe n°11. L'analyse DDT/CETE a également abouti à l'établissement, enjeu par enjeu, de conclusions stratégiques en terme de positionnement pour la DDT. Cette sorte de « feuille de route » est exposée ci-après.

Adaptation quantitative et qualitative aux besoins en logements

Plans et programmes :

- Orientations dans les notes d'enjeux des PLH : État
- Dispositions dans les PLH : Partenaires
- PDALPD : État/Partenaires
- Plan de mobilisation du foncier public en faveur de la construction de logements et du développement durable : État
- Plan Ville Durable (développement des ÉcoQuartiers) : État/Partenaires

Outils :

- Subventions DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux) : État/partenaires
- Taxes de l'urbanisme : Partenaires
- Actions de l'EPFL : Partenaires
- Aides à la pierre et possibilité de délégation : État/Partenaires
- OPAH et PIG : Partenaires
- ZPPAUP (AMVAP) : Partenaires
- Secteur sauvegardé : État/Partenaires

Conclusions stratégiques :

La question de la production quantitative de logements est particulièrement révélatrice de l'ambition des territoires en matière d'habitat. Elle nécessite en effet à la fois un investissement en terme de stratégie et en terme de moyens, financiers notamment, afin de mettre en œuvre les programmes et dispositifs opérationnels. Le principal écueil auquel se heurte la DDT dans le département des Vosges est le manque de portage politique de la question au sein des collectivités.

L'État est un partenaire qui se doit de proposer une vision pour les territoires, de formuler des idées et de fournir des financements mais dont le rôle n'est pas de décider et de réaliser. Le portage des outils est du ressort des collectivités. Le véritable enjeu en terme d'action pour la DDT se situe donc dans **sa capacité à les impliquer afin qu'elles élaborent et structurent des politiques locales de l'habitat**. Un travail de fond est ici nécessaire afin que le sujet soit abordé de manière cohérente : le projet politique d'abord (PLH notamment) puis l'outil adéquat (OPAH, délégation de compétences, ...). Il est en effet constaté dans la pratique que l'outil précède souvent le projet, lorsqu'il en existe un. Pour ce faire, la DDT peut agir de différentes manières :

- Dans la manière de **sensibiliser : le discours de la DDT doit évoluer vers plus de transversalité et se rapprocher des préoccupations quotidiennes des élus et techniciens des collectivités**. Il convient en effet de relier les questions d'habitat aux besoins de la population en terme de budget des ménages, de niveaux de

loyers, d'adaptation des logements afin d'être le plus concret possible. Il faut montrer que l'habitat est un des piliers fondamentaux d'un projet global de territoire.

- Dans la capacité à **s'appuyer sur la réforme actuelle des intercommunalités**. La question des périmètres est actuellement en cours de négociation, la DDT se devra d'être présente lors du 2^{ème} tour de table qui portera cette fois sur les compétences afin de porter l'importance de la prise de compétence habitat.
- Dans la **construction avec les collectivités de cette compétence habitat**. Les obligations réglementaires (établissement d'un PLH) sont un moyen et un type d'argumentation pour certains territoires. Pour d'autres, **la mise en avant des besoins du territoire peut être incitative** : par exemple la prise de compétence afin de mobiliser les aides de l'ANAH au vu de la problématique de l'habitat privé est très prégnante sur le département. Les réunions en arrondissement des collectivités auprès des Sous-Préfets relatives à la précarité énergétique sont une initiative allant dans ce sens.
- Dans **sa présence au sein du suivi des opérations en cours** (OPAH notamment) où la DDT dispose d'une tribune pour poursuivre la sensibilisation des collectivités.

Adaptation aux besoins des personnes âgées en matière de logement

Plans et programmes :

- Dispositions / actions dans les documents de planification (PLH, SCoT, PLU) : Partenaires
- Schéma gérontologique départemental : État/Partenaires
- Plan Ville Durable (développement de la prise en compte des problématiques générationnelles dans les projets ÉcoQuartiers) : État/Partenaires
- Engagement des organismes HLM dans leurs CUS : État/Partenaires

Outils :

- Subventions DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux) : État/partenaires
- Aides à la pierre et possibilité de délégation : État/Partenaires
- PIG et OPAH incluant un volet « adaptation au logement » : Partenaires
- Subventions pour travaux de l'ANAH (hors OPAH et PIG) : État

Conclusions stratégiques :

Cette question est actuellement traitée de manière segmentée entre les différents acteurs en charge des dispositifs avec une dissociation entre, notamment, la question de l'adaptation du logement en général et celle des structures spécifiques de type EPHAD. Afin de décroiser les approches, il convient d'aborder la problématique du maintien à domicile sous ces différents aspects : l'habitat mais aussi les services à domicile. Dans ce sens, **le schéma gérontologique**, rédigé conjointement par la DDCSPP et le Conseil Général, et peu connu des services de la DDT, **représente la meilleure opportunité de travail en transversalité et partenariat**.

En effet, le schéma gérontologique apparaît à l'heure actuelle de portée limitée dans la mesure où il ne comporte pas d'éléments budgétaires, ni d'outils à mettre en œuvre. **La DDT a vocation à se rapprocher de la DDCSPP afin de mettre en relation les actions et les outils qu'elle met en œuvre**, notamment sur le maintien à domicile, **avec les constats ressortant du schéma**. Ce dernier devrait constituer à l'avenir le document de base pour dégager :

- un diagnostic
- le réseau de partenaires
- des orientations : dans quel cas œuvrer au maintien ? Quelle complémentarité avec les structures dédiées ?
- Les outils à mobiliser et les engagements en terme de moyens correspondant
- une territorialisation de l'action.

Accueil et maintien de certaines catégories de la population (jeunes travailleurs, gens du voyage)

Plans et programmes :

- PDALPD : État/Partenaires
- Plan départemental du logement des jeunes : État/Partenaires
- SDAGV : État/Partenaires
- Engagement des organismes HLM dans leurs CUS : État/Partenaires

Outils :

- Subventions DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux) : État
- Création de foyers de jeunes travailleurs : Partenaires
- Dispositif de colocation dans le parc social (introduit par la loi MOLLE) : Partenaires

Conclusions stratégiques :

La question du logement des jeunes travailleurs, notamment ceux en alternance est une problématique récurrente sur le département qui s'est toujours avérée difficile à traiter de part la faible solvabilité de la demande et son caractère diffus. Les constats sont clairement connus : des durées de séjour trop faibles pour prétendre au parc social (8 mois d'occupation minimum nécessaire), des baux peu flexibles dans le parc privé (durée de 3 ans) et des difficultés à atteindre une masse critique sur un territoire pour mettre en place une structure dédiée. Sur le sujet, **la DDT se doit à la fois d'accompagner les acteurs locaux dans la mise en œuvre de solutions opérationnelles en apportant sa connaissance du territoire mais également d'être vectrice d'idées novatrices.**

Ainsi, la DDT doit approfondir sa connaissance des niveaux de loyers afin d'orienter le développement d'une offre à destination des jeunes là où il y a des besoins et des volumes pertinents. L'URHAJ développe des résidences habitat jeunes là où la demande apparaît suffisamment importante, la DDT a un rôle d'accompagnement de ces démarches en confortant les choix de l'opérateur de part sa connaissance des besoins. Néanmoins, dans les territoires où ce type de solutions n'est pas adaptée de part la trop grande diffusion de la demande, **la DDT pourrait proposer en substitution des actions de mise en relation entre l'offre disponible et la demande.** Cela pourrait se matérialiser par la création d'un opérateur qui recenserait les loueurs saisonniers (gîtes) susceptibles d'accueillir ce type de public hors période touristique. En terme de planification, le département ne dispose pas à l'heure actuelle d'un plan départemental pour le logement des jeunes. Sans apparaître comme un élément indispensable à l'action, une démarche de ce type pourra être mobilisée en temps utiles si un besoin de concertation approfondie et de mobilisation d'un grand nombre des partenaires sur le sujet s'avèrerait nécessaire.

Sur la problématique des gens du voyage, l'outil de planification est en place avec le schéma départemental d'accueil des gens du voyage qui prévoit notamment la création d'aires de grand passage dont certaines ne sont pas encore réalisées. De manière pragmatique, il convient pour **la DDT de vérifier au niveau ministériel de la disponibilité effective des crédits** relatifs aux deux aires en projet (terrains familiaux et logements adaptés). **La DDT a également pour mission de mobiliser les maîtres d'ouvrage susceptibles de produire une offre adaptée aux besoins de sédentarisation** recensés dans le schéma (liés au vieillissement, au souci de stabilité pour les enfants). La mobilisation des bailleurs publics a été actée dans les conventions d'utilité sociale autour de ce sujet. Les collectivités locales doivent également être sensibilisées aux besoins de cette population.

Accueil et prise en charge des populations non prêtes à accéder à un logement autonome

Plans et programmes :

- PDAHI : État/Partenaires

Outils :

- Crédits gérés à la DDCSPP : État

Conclusions stratégiques :

En matière d'offre, la compétence est du ressort de la DDCSPP qui répartit les crédits de financement de places en structures d'hébergement ou de logement adapté. **La DDT a en revanche un rôle à jouer dans le lien entre l'hébergement et le logement en terme de fluidité des parcours.** Elle peut apporter son expertise en tant que partenaire dans le cadre du suivi du PDAHI qui a vocation à structurer les actions à mener.

En effet, ce lien entre hébergement et logement est difficile à appréhender. Il n'y a pas à l'heure actuelle de vision claire sur le volume de personnes actuellement dans une structure d'hébergement et susceptibles d'accéder à un logement autonome. Les éléments de constat manquent pour mesurer la pertinence : quelle tension s'exerce sur les structures d'hébergement (durée de séjour, délai d'attente, taux de rotation) ? N'y aurait-il pas suffisamment de places pour permettre une rotation d'une structure à l'autre et ainsi encourager les personnes à rester dans ce circuit ? LA DDT pourra engager un débat dans le cadre du PDAHI sur ces éléments là.

Accès et maintien dans le logement autonome pour les plus démunis

Plans et programmes :

- PDALPD : État/Partenaires
- Engagement des organismes HLM dans leurs CUS : État/Partenaires
- Charte de prévention des expulsions : État/Partenaires

Outils :

- Aides à la pierre et possibilité de délégation : État/Partenaires
- Conventonnement dans le parc privé (ANAH) : État/Partenaires
- MOUS accès et relogement : Partenaires
- FSL : État/Partenaires
- Droit de réservation du Préfet : État
- Commission de médiation DALO : État

- Commission de Coordination des actions de Prévention des Expulsions (CCAPEX) : État/Partenaires
- Commission de surendettement : État/Partenaires

Conclusions stratégiques :

La palette d'outils actuellement disponible apparaît suffisante pour répondre globalement à cette problématique. Le véritable enjeu réside plutôt dans la coordination et l'amélioration des dispositifs, ce qui est le rôle du PDALPD. **La DDT devra notamment veiller à un bon équilibre entre les mesures préventive (en amont) et corrective (en aval).**

En effet, la problématique ne se pose pas dans les Vosges en terme de disponibilité de logements comme sur les territoires tendus, mais plutôt en terme qualitatif, à savoir disposer du logement adapté à la situation (financière notamment) du ménage. Les dispositifs en place permettent de reloger les ménages en difficulté (le DALO est peu sollicité et une solution de relogement est souvent trouvée avant la tenue de la commission) mais pas de trouver une solution durable à leur situation. Le décrochage constant entre les prix de l'immobilier et les revenus des ménages contraint ces derniers à se reporter sur le parc privé de moindre qualité avec pour effet le développement d'une paupérisation

La DDT a pour rôle d'œuvrer à une répartition équilibrée des ménages à faible ressources entre les parcs public et privé. Le diagnostic de la Stratégie Habitat fait état d'une paupérisation accrue des locataires du parc privé, l'actualisation des constats du diagnostic devra confirmer ces tendances en faisant apparaître la structuration des revenus des ménages sur les deux parcs en fonction des plafonds HLM. Ces éléments permettront d'entreprendre un dialogue avec les organismes HLM pour une meilleure régulation. Des dispositions plus coercitives, comme une politique de supplément de loyer solidarité (SLS) (afin de privilégier le logement des plus démunis dans le parc locatif social) n'apparaît pas pertinente compte tenu de la faible tension du marché.

Par ailleurs, **la DDT doit inciter ses partenaires à œuvrer vers plus d'actions préventives** afin d'éviter que de tels déséquilibres surviennent. Le Conseil Général se concentre à l'heure actuelle sur ces compétences obligatoires avec l'attribution des crédits FSL qui financent des mesures d'accompagnement et de solvabilisation des ménages. L'État, en tant que co-financeur du FSL, peut engager un dialogue avec le Conseil Général sur les limites des actions de ce fond et la nécessité de son investissement sur une politique du logement plus structurelle comme la production d'une offre à loyer modéré.

Enfin, demeurent dans le département des cas particuliers de familles marginalisées logeant dans le parc public qui font régulièrement l'objet de problèmes de maintien. Leur nombre est estimé à une vingtaine. Leur résolution via la mise en œuvre de solutions stables et durables est possible sous réserve de la mobilisation conjointe de tous les partenaires afin de leur proposer des solutions d'habitat adaptées à leurs spécificités. La DDT pourra être à l'initiative de la résolution conjointe de ces dossiers.

Équilibre territorial dans l'offre de logement (mixité sociale)

Plans et programmes :

- Orientation dans les notes d'enjeux des SCoT, PLU, PLH : État
- Dispositions dans les SCoT, PLU, PLH : Partenaires
- PDH : État/Partenaires
- CUCS : État/Partenaires
- PNRQAD : État/Partenaires
- Engagement des organismes HLM dans leurs CUS : État/Partenaires
- Convention ANRU : opération de rénovation Urbaine : État/Partenaires

Outils :

- Actions de l'EPFL : Partenaires
- Aides à la pierre et possibilité de délégation : État/Partenaires
- Conventonnement dans le parc privé (ANAH) : État/Partenaires

Conclusions stratégiques :

Cet enjeu dépasse les politiques du logement à strictement parler dans la mesure où les réponses à apporter ne se situent pas nécessairement, en fonction des caractéristiques du territoire, uniquement dans ce cadre là. L'action sur le logement seul ne peut pas résoudre tous les déséquilibres territoriaux. Par exemple, pour certains comme celui des disparités de revenus, le développement de moyens de transports attractifs peut s'avérer être la meilleure solution en rapprochant les bassins d'emplois des zones où la population manque de ressources.

La DDT a ainsi un message à porter auprès des collectivités pour les inciter à mettre en place des politiques d'aménagement de leur territoire équilibrées, en s'appuyant sur l'ensemble des composantes : logement, emploi, transport, services. L'outil privilégié pour de telle politique globale est le SCoT, dont il n'existe, à l'heure actuelle, qu'un seul territoire couvert dans le département. **Son expérience en terme d'élaboration et de mise en œuvre sur son territoire, notamment du point de vue de l'habitat, doit être capitalisée à la DDT afin d'orienter les réflexions sur d'autres territoires.**

Attractivité des centres-villes / Lutte contre l'étalement urbain / Lutte contre l'augmentation des déplacements

Plans et programmes :

- Orientations dans les notes d'enjeux des SCoT, PLU : État
- Dispositions dans les SCoT, PLU : Partenaires
- PNRQAD : État/Partenaires
- Agenda 21 : Partenaires
- Dispositions dans les DAC (document d'aménagement commercial) : Partenaires
- PDU (plan de déplacements urbain) : Partenaires
- SRCAE (schéma régional climat air énergie) : État/partenaires
- PCET (plan climat énergie territorial) : partenaires
- Plan Ville Durable (ÉcoQuartier en réhabilitation) : État/partenaires

Outils :

- Actions de l'EPFL : Partenaires
- Zone d'Aménagement Concertée (ZAC), OPAH, PIG, Droit de Préemption Urbain (DPU), Association Foncière Urbaine (AFU) : Partenaires
- Actions de revitalisation du centre-ville (espace public, commerces, mobilité : ORAC, DAC) : Partenaires

Conclusions stratégiques :

L'État, et en particulier la DDT, est dans son rôle afin de porter le message de la nécessaire maîtrise de l'étalement urbain, aussi bien sur les secteurs périphériques des villes en proie à un développement péri-urbain que sur les zones rurales où sont également constatés des extensions pavillonnaires souvent disproportionnées et sans liens avec le tissu existant. Le développement raisonné et adapté du territoire se doit d'être un objectif affiché par les politiques d'aménagement du territoire et notamment les SCoT et les PLU pour lesquels l'État est associé de différentes manières à leur élaboration (PAC, PPA).

Cependant, la lutte contre l'étalement urbain passe également par un renforcement de l'attractivité des centres-villes. Des politiques volontaristes d'aménagement urbain dans le cadre de projet d'ensemble se révèlent pour cela nécessaires : rénovation des espaces publics, implantations commerciales, développement des modes de déplacement doux. **L'État n'est pas décideur en la matière mais peut impulser auprès des collectivités des actions de sensibilisation afin qu'elles se dotent de politiques ambitieuses** et ainsi jouer un rôle de facilitateur et de mise en réseau des collectivités entre elles afin qu'elles trouvent des solutions à des aspects opérationnels pouvant se révéler bloquant. Les Clubs régionaux EcoQuartiers issus du Plan Ville Durable ont en partie cette vocation de mise en réseau.

Enfin, ces stratégies d'équilibre entre renforcement du centre-ville et développement raisonné des secteurs périphériques et ruraux sont intimement liées aux choix résidentiels des ménages, pour lesquels la question du transport est souvent un déterminant important. Ainsi, **des politiques de transports cohérentes avec les stratégies d'urbanisation**, telle que peut le proposer un PDU, en lien avec les orientations des SCoT et des PLU, **constituent également un point sur lequel les collectivités peuvent être sensibiliser par la DDT.**

Remise sur le marché de logements privés vacants et / ou Stratégie de développement alternative à l'urbanisation

Plans et programmes :

- Orientations dans les notes d'enjeux des SCoT, PLU, PLH : État
- Dispositions dans les SCoT, PLU, PLH : Partenaires

Outils :

- OPAH et PIG : Partenaires

Conclusions stratégiques :

Les outils relatifs à cet enjeu sont en grande partie du ressort des collectivités. **La DDT a là aussi un rôle incitatif, en portant des messages, voir un rôle d'initiateur, en engageant des démarches pilotes.**

Le message relatif à cet enjeu auprès des collectivités doit être nuancé du fait de la situation détendue du marché locatif vosgien. Cela induit sur certains territoires la question de la pertinence de remettre des logements sur le marché et rejoint l'impératif de connaissance précise des besoins de la part de la DDT. La production de logement n'est pas une finalité en soi. Le parc vacant doit être vu comme une ressource, au service du projet territorial qui ne consiste pas nécessairement à produire du logement. Ce parc peut être vu avec ses opportunités de requalification, de changement d'usage au service de projets urbains d'ensemble (activités, services, commerces, emplois, espaces publics).

Sur les territoires les plus adéquats, **la DDT pourra adopter une attitude plus pro-active en proposant à la collectivité un partenariat pilote.** Il s'agirait pour la DDT d'identifier des poches de vacance susceptibles d'intéresser la collectivité car à même de contribuer à l'atteinte des objectifs de son projet territorial et d'y mettre en place une opération pi-

lote. Cela consisterait en la mobilisation conjointe et coordonnée de l'ensemble des dispositifs existants de la part de l'État et de ses partenaires (Conseil Général notamment).

La DDT pourra également inciter les bailleurs publics à s'orienter sur des opérations d'acquisition-amélioration plutôt que de créer des logements neufs sur les territoires où cela se justifie.

Lutte contre la précarité énergétique

Plans et programmes :

- Orientations dans les notes d'enjeux des PLH : État
- Dispositions dans les PLH : Partenaires
- Engagement des organismes HLM dans leurs CUS : État/Partenaires
- Convention ANRU : opération de rénovation Urbaine : État/Partenaires

Outils :

- Eco-prêt logement social : Partenaires
- OPAH avec un volet « énergie » : Partenaires
- Fonds FEDER : Partenaires
- Aides du FART : Partenaires

Conclusions stratégiques :

Cet enjeu est une priorité de la politique nationale du gouvernement. La DDT se doit de relayer le discours et de veiller à ce que tous les documents et dispositifs locaux concernés (PLH, CUS, OPAH) aient un volet sur le sujet. Il s'agit d'une politique volontariste qui doit être transversale à tous les outils existants. Les résultats actuels sont encourageants et à poursuivre, la Lorraine est en effet citée en exemple en matière de logements sociaux rénovés au titre du FEDER.

La palette d'outils apparaît à l'heure actuelle suffisante pour répondre aux enjeux vosgiens mais ils doivent être appliqués de manière plus efficace. Leur mise en œuvre opérationnelle est du ressort des partenaires de la DDT, celle-ci a donc pour rôle de convaincre de la nécessité d'agir sur le sujet et d'**impulser de nouvelles manières de faire, en particulier sur les opérations programmées.** En effet, sur le terrain, il faut que les opérateurs passent d'une logique d'attente et de gestion strictement financière du dispositif à une logique pro-active d'animation d'une politique locale de l'habitat. Les actions de repérage doivent être plus ciblées afin de mieux mettre en relation les ménages en situation de précarité avec les dispositifs. Pour ce faire, la logique des maîtres d'ouvrage doit également évoluer. La mobilisation de l'échelon local de l'État à son plus haut niveau (Préfet, Sous-Préfets) est une bonne chose. Il faut en effet que les collectivités se dotent, avec l'appui de la DDT, de l'expertise suffisante pour piloter les bureaux d'études qu'ils mandatent. Cela s'inscrit dans l'idée que les collectivités doivent passer d'une logique de suivi de dispositif ponctuel à un projet de territoire d'ensemble (Cf. enjeu n°1 « Adaptation quantitative et qualitative aux besoins »).

Amélioration de la qualité du parc de logement existant et / ou Stratégie de développement alternative à l'urbanisation

Plans et programmes :

- Orientations dans les notes d'enjeux des PLH : État
- Dispositions dans les PLH : Partenaires
- PDALPD : État/Partenaires
- Participation au pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne : État

Outils :

- OPAH et PIG : Partenaires
- Plan de sauvegarde : Partenaires
- Opérations de RHI et THIRORI : Partenaires
- Aides de l'ANAH pour des travaux d'amélioration : État/Partenaires
- Aides de l'ANAH pour des travaux lourds : État/Partenaires
- Arrêté d'insalubrité : État
- ZAC Rénovation

Conclusions stratégiques :

En matière d'opérations programmées, la stratégie à adopter pour la DDT est similaire à celle sur la lutte contre la précarité énergétique. L'État **dispose également sur ce sujet de moyens coercitifs (arrêtés préfectoraux) dont l'application doit être mieux coordonner avec les dispositifs de traitement.** En effet, **la DDT a pour rôle de veiller à ce que les arrêtés** (peu nombreux dans les Vosges) **soient suivis d'effets et que des solutions de traitement soient mises en œuvre. La DDT a vocation à s'investir dans le pôle département LHI** afin d'œuvrer à une meilleure coordination de tous les outils, relevant de l'État ou des partenaires.

Stratégie Habitat pour le département des Vosges

Indicateurs de suivi de la Stratégie Habitat



INDICATEURS DE SUIVI : les données visant à réactualiser le diagnostic

La Stratégie Habitat pour le département des Vosges est un document complet, posant un diagnostic de la situation en matière d'habitat sur le département et en déduisant des enjeux sur lesquels se fonde une stratégie d'actions. Afin de pouvoir mesurer dans le temps l'impact de ces mesures, le diagnostic doit pouvoir évoluer et être actualisé afin que la DDT dispose d'une meilleure visibilité relative à ses actions et à celles de ses partenaires.

La démarche de diagnostic menée dans le cadre de l'élaboration de ce document est une démarche lourde en terme de moyens qui n'a pas vocation à être répétée à chaque actualisation. Celle-ci doit pouvoir obéir à un processus plus léger, pouvant être facilement mis en œuvre. Pour ce faire, une série d'indicateurs clés, disponibles et facilement exploitable par la DDT a été élaborée conjointement. Ces indicateurs permettent de reprendre l'ensemble des grandes thématiques présentes dans le diagnostic initial.

Ils ont été regroupés par thème d'analyse, correspondant à un ou plusieurs constats issus du diagnostic. Sur certaines thématiques, notamment celles ayant fait l'objet de traitements complémentaires de la part du CETE lors du diagnostic, les indicateurs les plus pertinents ont été sélectionnés et sont disponibles en l'état auprès des services classiquement fournisseurs de données (DREAL notamment). Sur d'autres sujets, dont les constats relevaient plus du dire d'expert, un panel plus large d'indicateurs a été mentionné afin de donner à la DDT un aperçu des différents outils de suivi possibles. La DDT devra dans un premier temps prendre contact avec l'organisme détenteur des données afin d'évaluer les possibilités de partenariat. Le présent chapitre mentionne par grandes thématiques les indicateurs retenus accompagnés de leur source ainsi que les constats du diagnostic auxquels ils se rapportent. Le segment du parc de logement, l'échelle d'analyse, la période d'actualisation de chaque indicateur proposés ainsi que les organismes détenteurs des données sont quant à eux détaillés en annexe n°12.

THEME D'ANALYSE	CONSTATS ISSUS DU DIAGNOSTIC	INDICATEURS	SOURCES
Structure du territoire (logement, emplois)	Tous constats confondus	Évolution du nombre et du taux de logements sociaux	DDT
		Évolution de la répartition du statut d'occupation des RP	FILOCOM
		Nombre d'emplois au lieu de travail	INSEE
		Taux d'emploi	INSEE
		Évolutions des migrations professionnelles	INSEE
Démographie	Migration de population interne au département / Augmentation du nombre de ménages / Vieillessement de la population	Évolution du nombre d'habitants	INSEE-GeoKit3
		Évolution du nombre de ménages	INSEE à privilégier ou FILOCOM
		Évolution de la structure de la population : - part des + 60 ans - part des + 75 ans - part des - 20 ans	INSEE
		Flux migratoires	INSEE
		Indice de jeunesse (part des - 20 ans / part des + 60 ans)*100	INSEE
		Évolution du nombre de places en structures d'accueil pour personnes âgées	CG
Précarité des ménages	Disparités de revenus / Précarisation accrue des locataires du parc privé	Part des ménages aux revenus < 100%, < 60% et <30% plafonds HLM	FILOCOM
		Nombre de DEFM (demandeurs d'emploi en fin de mois)	INSEE-DIRECCTE
		Nombre de bénéficiaires des aides au logement	CNAF
		Taux de bénéficiaires des aides au logement (Nombre bénéficiaires / Nombre résidences principales)	FILOCOM – CNAF
		Taux d'évolution du nombre d'allocataires des aides au logement	CNAF - MSA
		Nombre d'allocataires des aides au logement locataires avec un taux d'effort post aide > 30%	CNAF
		Taux d'évolution du nombre d'allocataires des aides au logement locataires avec un taux d'effort post aide > 30%	CNAF
		Niveau de loyer dans le parc privé et public des logements dont l'occupant bénéficie d'une aide au logement	CNAF + CG (via FSL) + exploitation d'OPAL

THEME D'ANALYSE	CONSTATS ISSUS DU DIAGNOSTIC	INDICATEURS	SOURCES
Précarité énergétique	Précarité énergétique	suivi indicateur CUS CIV : Pourcentage des logements rénovés au sens du 1 ^{er} éa II de l'article 5 de la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, en zone urbaine sensible et hors zone urbaine sensible	Suivi CUS organismes HLM / DDT
		Diagnostic de Performance énergétique	organismes HLM
		Nombre de subventions ANAH délivrées dans le cadre du FART	DDT
		Nombre de dossiers examinés au FSL en commission d'aide au paiement de fournitures d'énergie	CG
		Nombre de ménages aidés pour le maintien au titre d'un impayé de fournitures d'énergie	CG
		Montant moyen de l'aide accordée par le FSL	CG
		Nombre de ménages éligibles au tarif de première nécessité (électricité, gaz)	EDF/GDF
Habitat indigne, dégradé, vétuste	Habitat indigne, dégradé, vétuste	Taux de PPPI	CD-Rom ANAH DDT / traitement CETE NP
		Évolution du nombre de cas d'indignité signalés	Structure centralisatrice des signalements : DDCSPP, ARS
		Évolution du nombre d'arrêtés insalubrité pris	ARS
		Évolution du nombre de CREP transmis	ARS
		Engagement de subventions ANAH au titre de la LHI et de la Lutte contre habitat dégradé	DDT
Construction – Étalement urbain	Perte d'attractivité des centres-villes / Dynamisme de la construction / Périurbanisation / Mitage	Taux d'évolution du nombre de logements commencés	SITADEL
		Part des logements individuels dans la construction neuve de logements	SITADEL
		Indices de construction (logements construits / population * 1000)	INSEE-SITADEL
		Surfaces : « tissu urbain continu » ; « tissu urbain discontinu » ; « zones industrielles et commerciales »	Corine Land Cover : maille : 25ha
		Évolution du nombre et de la part de résidences secondaires	INSEE ou FILOCOM
		Évolution cumulée des surfaces bâties; Taux de croissance de l'artificialisé bâti ; Évolution du rapport entre les surfaces dédiées au logement et la population	Outil de suivi de la consommation foncière propre au département des Vosges (en cours de constitution)
Vacance	Vacance dans le parc public Vacance de très longue durée Vacance concentrée dans le parc privé	Évolution du nombre de logements vacants	FILOCOM ^(*) – EPLS
		Taux de vacance > 1 an	FILOCOM ^(*)
		Taux de vacance > 3 mois	EPLS
		Évolution du nombre de logements vacants de longue (> 3 ans) et très longue durée (> 10 ans)	FILOCOM ^(*)
		Taux de vacance de longue durée (> 3 ans)	FILOCOM ^(*)
		Taux de logements vacants par période de construction	FILOCOM ^(*)
Hébergement	Demande diffuse de logements adaptés pour jeunes travailleurs / Projets en cours de logements adaptés à destination des jeunes travailleurs / Insuffisance de l'offre en hébergement en CHRS	Actualisation du tableau récapitulatif de l'offre en hébergement et en logements-foyers	DDCSPP

Stratégie Habitat pour le département des Vosges

Annexes

ANNEXES

ANNEXE N°1 : Glossaire

AFU : Association Foncière Urbaine
AGLS : Aide à la Gestion Locative Sociale
ALT : Allocation Logement Temporaire
AMVAP : Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine
ANAH : Agence Nationale de l'Habitat
ANRU : Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine
ASSEDIC : Association pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce

CADA : Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile
CAF : Caisse d'Allocations Familiales
CCAS : Centre Communal d'Action Sociale
CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie
CHRS : Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale
CLLAJ : Comité Local pour le Logement et l'Accueil des Jeunes
CUCS : Contrat Urbain de Cohésion Sociale

DAC : Document d'Aménagement Commercial
DDCSPP : Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations
DETR : Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux
DPE : Diagnostic de Performance Énergétique
DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale
EPLS : Enquête sur le Parc Locatif Social

FJT : Foyer de Jeunes Travailleurs
FILOCOM : Fichier des Logements par Commune
FMS : Fédération Médico-Sociale
FNAIM : Fédération Nationale des Agents Immobiliers
FSL : Fonds de Solidarité Logement

MSA : Mutualité Sociale Agricole

OPAH : Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat
OPHAE : Office Public de l'Habitat de l'Agglomération d'Épinal

PADD : Projet d'Aménagement et de Développement Durable
PCET : Plan Climat Énergie Territorial
PDALPD : Plan Départemental d'Aide au Logement des Personnes Défavorisées
PDU : Plan de Déplacements Urbain
PIG : Programme d'Intérêt Général
PLH : Programme Local de l'Habitat
PPPI : Parc Privé Potentiellement Indigne

SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale
SDAHI : Schéma Départemental d'Accueil d'Hébergement et l'Insertion

SRCAE : Schéma Régional Climat Air Énergie

UNPI : Union Nationale de la Propriété Immobilière

URHAJ : Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes

ZAC : Zone d'Aménagement Concerté

ZPPAUP : Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager

ZUS : Zone Urbaine Sensible

ANNEXE N°2 : Liste des documents étudiés par domaine et par échelle géographique

Thématique	Intitulé du document	Source	Année	Échelle géographique										
				Région	Département	ScoT	Canton	Zone d'emploi	Bassin d'habitat	Arrondissement	EPCI	Agglomération	Ville	Quartier
Économie	Vosges : inventer de nouvelles voies économiques pour contrer le déclin industriel et fixer la population	INSEE Lorraine	2008		X									
	Arrondissement de Saint Dié des Vosges : renouveau économique mais fort recul de l'emploi industriel	INSEE Lorraine	2008							X				
Politique de la ville	Convention ANRU Épinal	ANRU	2003											X
	Convention ANRU Saint Dié des Vosges	ANRU	2001											X
	CUCS Saint-Dié-des-Vosges (2007-2012)		2007									X		X
	CUCS Épinal, Golbey, Chantraine (2007-2012)		2007									X		X
	CUCS Remiremont (2007-2012)		2007										X	X
Documents de planification	PLH de l'agglomération d'Épinal	ADUAN-ARIM	2000									X		
	PADD ScoT des Vosges Centrales	Syndicat Mixte du ScoT	2007			X								
	DOG ScoT des Vosges Centrales	Syndicat Mixte du ScoT	2007			X								
Études marchés locaux de l'habitat	Étude sur la connaissance des marchés locaux de l'habitat	Habitat et Territoires	2008						X					
	Tableaux de bord en Lorraine	CETE de l'Est	2009	X	X			X						
	Évaluation des besoins en logements	CETE de l'Est	2006		X			X						
	Analyse de la vacance dans le parc privé et le parc public en Lorraine	Habitat et Territoires	2008	X	X			X						
	Ecoscopie des Vosges : le logement	INSEE Lorraine	2006		X			X						
Parc public	Connaissance de la demande en logement social à partir des données du serveur du Numéro Unique	CETE de l'Est	2009						X					
Amélioration de l'habitat	Bilan OPAH	ARIM	2000-2010								X			
	Diagnostic OPAH CC Capavenir	URBAM CONSEIL	2008								X			
	Diagnostic OPAH CC de la Moyenne Moselle	URBAM CONSEIL	2007								X			
	Étude sur l'habitat indigne en Lorraine	CETE de l'Est	2009	X	X									
	Étude sur l'habitat indigne dans les Vosges	CETE de l'Est	2006		X		X						X	
	Évaluation des besoins en réhabilitation du parc lorrain en intégrant la performance énergétique et l'accessibilité	ASTYM	2009	X	X									
Publics spécifiques	PDALPD 2007-2011	CG 88	2007		X									
	Évaluation du PDALPD des Vosges	ACADIE-ACEIF	2009		X		X							
	SDAHI 88 (2008-2013)	Préfecture des Vosges	2008		X									
	L'hébergement d'urgence en Lorraine	DRASS	2007	X	X									
	Situation des jeunes en matière de logement et d'hébergement	DDT 88	2008		X									
Autres	Étude sur le foncier public régional	CETE de l'Est	2009	X	X									
	Fiches de synthèse	INSEE											X	
	Bilan énergie-effet de serre en région Lorraine	EXPLICIT	2007	X	X									
	Chiffres clés des cantons vosgiens	CG 88	2009				X							
	Vivre dans les Vosges	CG 88	2009-2010										X	
	Diagnostic du réseau de villes du sillon mosellan	ADUAN	2001	X								X		
TOTAL				8	15	2	3	5	3	1	3	3	4	5

ANNEXE N°3 : Données complémentaires analysées relatives aux allocataires des aides au logement

Évolution du nombre d'allocataires des aides au logements dans les Vosges par bassin d'habitat (parc global : propriétaires occupants inclus, privé et public)

Nombre de bénéficiaires des aides au logement dans les Vosges (tous statuts d'occupation)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	variation 2004/2009
Bruyères/Rambervillers	2 548	2 482	2 438	2 370	2 401	2 500	-2%
Epinal/Golbey	12 893	12 778	12 911	12 738	13 099	13 744	7%
Neufchâteau	1 984	1 917	1 961	1 941	1 960	2 100	6%
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	7 530	7 223	7 215	6 976	7 184	7 581	1%
Saint-Dié/Raon l'Etape	7 180	6 971	7 012	7 009	7 232	7 683	7%
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Darney/Lamarche	3 272	3 134	3 147	3 094	3 138	3 308	1%
VOSGES	35 407	34 505	34 684	34 128	35 014	36 916	4%

Sources : CNAF et MSA

Nombre de locataires du parc public bénéficiaires des aides au logement dans les Vosges

BASSIN D'HABITAT	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Évolution 2004/2009
Bruyères/Rambervillers	494	485	485	457	468	460	-7%
Epinal/Golbey	5 315	5 218	5 242	5 099	5 077	5 280	-1%
Neufchâteau	715	699	717	673	678	722	1%
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	2 201	2 176	2 235	2 183	2 161	2 262	3%
Saint-Dié/Raon l'Etape	2 546	2 477	2 527	2 488	2 525	2 661	5%
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Darney/Lamarche	1 082	1 002	1 012	989	1 006	1 057	-2%
VOSGES	12 353	12 057	12 218	11 889	11 915	12 442	1%

Source : CNAF

Nombre de locataires du parc privé bénéficiaires des aides au logement dans les Vosges

BASSIN D'HABITAT	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Évolution 2004/2009
Bruyères/Rambervillers	1 017	1 057	1 055	1 099	1 105	1 174	15%
Epinal/Golbey	4 302	4 459	4 624	4 694	4 952	5 243	22%
Neufchâteau	616	626	691	742	733	800	30%
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	2 904	2 830	2 901	2 861	3 038	3 195	10%
Saint-Dié/Raon l'Etape	2 916	2 898	2 982	3 024	3 161	3 357	15%
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Darney/Lamarche	1 019	1 063	1 107	1 114	1 136	1 205	18%
VOSGES	12 774	12 933	13 360	13 534	14 125	14 974	17%

Source : CNAF

Évolution du nombre d'allocataires du parc privé ayant un taux d'effort après aides supérieur à 30 % dans les Vosges par bassin d'habitat

Nombre d'allocataires du parc privé avec un taux d'effort après aides >30%

BASSIN D'HABITAT	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2004/2008 (en %)	taux d'évolution annuel 2004/2008
Bruyères/Rambervillers	69	92	80	112	94	36%	6%
Epinal/Golbey	502	550	619	677	710	41%	7%
Neufchateau	57	62	69	95	87	53%	9%
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	262	236	314	343	358	37%	6%
Saint-Dié/Raon l'Etape	216	237	302	338	370	71%	11%
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Damey/Lamarche	75	84	107	118	131	75%	12%
VOSGES	1181	1261	1491	1683	1750	48%	8%

Source : CNAF

Part des ménages allocataires parmi l'ensemble du parc de logement par bassin d'habitat (parc global, privé, public et propriétaires occupants)

Parc global

	2003			2005			2007		
	Nombre de bénéficiaires des aides au logement (CNAF+MSA)	Nombre de résidences principales	%	Nombre de bénéficiaires des aides au logement (CNAF+MSA)	Nombre de résidences principales	%	Nombre de bénéficiaires des aides au logement (CNAF+MSA)	Nombre de résidences principales	%
Bassin Bruyères/Rambervillers	2548	11 560	22,0%	2438	11 778	20,7%	2401	11 959	20,1%
Bassin de Neufchateau	1984	10 739	18,5%	1961	10 842	18,1%	1960	10 846	18,1%
Bassin de Remiremont/Gérardmer/La Bresse	7530	38 590	19,5%	7215	39 317	18,4%	7184	39 567	18,2%
Bassin de Saint-Dié / Raon l'Etape	7180	31 990	22,4%	7012	32 590	21,5%	7232	32 776	22,1%
Bassin de Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Damey/Lamarche	3272	18 667	17,5%	3147	18 908	16,6%	3138	19 037	16,5%
Bassin d'Epinal/Golbey	12893	51 207	25,2%	12911	51 874	24,9%	13099	52 378	25,0%
Vosges	35407	162 753	21,8%	34684	165 309	21,0%	35014	166 563	21,0%

% = (nb bénéficiaires des aides au logement / nb de RP)

Source : Filocom 2003-2005-2007

Source : CNAF-MSA

NB : les données issues du fichier FILOCOM 2005 concernant la répartition par statuts d'occupation sont erronées pour le département des Vosges. L'analyse par statuts d'occupation n'a donc pas pu être effectuée pour l'année 2005. Les tableaux suivants mentionnent les chiffres uniquement pour les années 2003 et 2007.

Locataires du parc privé

	2003			2007		
	Nombre de bénéficiaires des aides au logement locataires dans le parc privé (CNAF)	Nombre de locataires du parc privé	%	Nombre de bénéficiaires des aides au logement locataires dans le parc privé (CNAF)	Nombre de locataires du parc privé	%
Bassin Bruyères/Rambervillers	1 017	2403	42,3%	1105	2517	43,9%
Bassin de Neufchateau	616	1505	40,9%	733	1584	46,3%
Bassin de Remiremont/Gérardmer/La Bresse	2 904	8365	34,7%	3038	8493	35,8%
Bassin de Saint-Dié / Raon l'Etape	2 916	7210	40,4%	3161	7314	43,2%
Bassin de Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Damey/Lamarche	1 019	2981	34,2%	1136	3121	36,4%
Bassin d'Epinal/Golbey	4 302	10469	41,1%	4952	10993	45,0%
Vosges	12 774	32933	38,8%	14125	34022	41,5%

% = (nb bénéficiaires des aides au logement ds le parc privé / nb de locataires du parc privé)

Source : Filocom 2003-2007

Source : CNAF

Locataires parc locatif public

	2003			2007		
	Nombre de bénéficiaires des aides au logement locataires dans le parc locatif public (CNAF)	Nombre de locataires du parc locatif public	%	Nombre de bénéficiaires des aides au logement locataires dans le parc locatif public (CNAF)	Nombre de locataires du parc locatif public	%
Bassin Bruyères/Rambervillers	494	912	54,2%	468	903	51,8%
Bassin de Neufchateau	715	1488	48,1%	678	1472	46,1%
Bassin de Remiremont/Gérardmer/La Bresse	2 201	4481	49,1%	2161	4576	47,2%
Bassin de Saint-Dié / Raon l'Etape	2 546	4559	55,8%	2525	4587	55,0%
Bassin de Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Damey/Lamarche	1 082	2271	47,6%	1006	2273	44,3%
Bassin d'Epinal/Golbey	5 315	9307	57,1%	5077	8884	57,1%
Vosges	12 353	23018	53,7%	11915	22695	52,5%

Source : Filocom 2003-2007

Source : CNAF

Propriétaires occupants

	2003			2007		
	Nombre de bénéficiaires des aides au logement locataires accédants à la propriété (CNAF)	Nombre de propriétaires occupants	%	Nombre de bénéficiaires des aides au logement locataires accédants à la propriété (CNAF)	Nombre de propriétaires occupants	%
Bassin Bruyères/Rambervillers	586	7775	7,5%	434	8119	5,3%
Bassin de Neufchateau	364	7202	5,1%	261	7303	3,6%
Bassin de Remiremont/Gérardmer/La Bresse	1 183	24117	4,9%	855	25191	3,4%
Bassin de Saint-Dié / Raon l'Etape	1 025	19021	5,4%	909	19881	4,6%
Bassin de Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Damey/Lamarche	439	12501	3,5%	346	12790	2,7%
Bassin d'Epinal/Golbey	1 543	29700	5,2%	1225	31077	3,9%
Vosges	5 140	100316	5,1%	4030	104361	3,9%

Source : Filocom 2003-2007

Source : CNAF

ANNEXE N°4 : Données complémentaires analysées relatives à la vacance

Évolution du nombre et des taux de logements vacants depuis plus de 3 ans dans les Vosges par bassin d'habitat

	Vacance de 3 ans et plus - Parc global					
	2001	2003	2005	2007	2009	variation 2001/2009
Bruyères/Rambervillers	769	743	657	687	708	-8%
Epinal/Golbey	2150	1988	1996	2092	2000	-7%
Neufchâteau	536	512	498	543	620	16%
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	2226	2341	2344	2369	2208	-1%
Saint-Dié/Raon l'Etape	1339	1385	1402	1441	1546	15%
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Darney/Lamarche	1441	1540	1480	1506	1662	15%
VOSGES	8461	8509	8377	8638	8744	3%

Source : FILOCOM

	Taux de logements vacants depuis 3 ans et plus dans le parc global (Privé + HLM-SEM)				
	2001	2003	2005	2007	2009
Bruyères/Rambervillers	5,5%	5,3%	4,6%	4,7%	4,8%
Epinal/Golbey	3,7%	3,4%	3,3%	3,5%	3,2%
Neufchâteau	4,3%	4,1%	3,9%	4,2%	4,7%
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	4,5%	4,6%	4,6%	4,5%	4,1%
Saint-Dié/Raon l'Etape	3,5%	3,6%	3,5%	3,6%	3,8%
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Darney/Lamarche	6,3%	6,6%	6,3%	6,3%	6,8%
Vosges	4,3%	4,3%	4,2%	4,2%	4,2%

exemple pour 2001 - Bruyères taux % = nb lgts vac Bruyères 2001 / parc global de Bruyères 2001

Source : Filocom

Répartition et taux de vacance en fonction de l'ancienneté des logements par bassin d'habitat

BASSIN D'HABITAT	Logements vacants par période de construction (ensemble du parc) : répartition des logements vacants						TOTAL
	Avant 1949	De 1949 à 1974 inclus	De 1975 à 1989 inclus	De 1990 à 1999 inclus	Après 2000	NR (*)	
Bruyères/Rambervillers	67%	18%	6%	3%	4%	2%	100%
Epinal/Golbey	56%	24%	7%	5%	4%	5%	100%
Neufchâteau	72%	14%	5%	3%	4%	3%	100%
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	57%	24%	8%	3%	4%	4%	100%
Saint-Dié/Raon l'Etape	58%	29%	6%	3%	4%	1%	100%
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Darney/Lamarche	74%	12%	5%	2%	4%	3%	100%
VOSGES	61%	22%	6%	3%	4%	3%	100%

Source : FILOCOM 2009

(*) : Non Renseigné

BASSIN D'HABITAT	Logements vacants par période de construction (parc global) : taux de vacance					
	Avant 1949	De 1949 à 1974 inclus	De 1975 à 1989 inclus	De 1990 à 1999 inclus	Après 2000	NR
Bruyères/Rambervillers	15,5%	11,2%	3,6%	4,4%	5,7%	28,2%
Epinal/Golbey	14,4%	9,9%	4,1%	6,2%	5,0%	21,5%
Neufchateau	16,5%	7,3%	3,8%	7,1%	7,8%	38,6%
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	16,8%	9,6%	4,7%	4,2%	5,8%	22,3%
Saint-Dié/Raon l'Etape	16,1%	11,0%	4,5%	4,3%	5,4%	46,0%
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Damey/Lamarche	20,6%	9,1%	4,6%	5,9%	9,0%	26,3%
Vosges	16,4%	9,9%	4,3%	5,1%	5,8%	24,3%

exemple pour Bruyères % avant 1949= nb lgts vac Bruyères avant 1949 / parc global de Bruyères avant 1949

Source : Filocom

Répartition et taux de vacance en fonction de la typologie des logements par bassin d'habitat

BASSIN D'HABITAT	Logements vacants selon la taille des logements (ensemble du parc) : répartition des logements vacants						
	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces	6 pièces et plus	TOTAL
Bruyères/Rambervillers	12%	21%	29%	20%	12%	7%	100%
Epinal/Golbey	17%	22%	29%	18%	9%	5%	100%
Neufchateau	23%	23%	23%	17%	7%	6%	100%
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	13%	23%	29%	18%	10%	7%	100%
Saint-Dié/Raon l'Etape	14%	19%	28%	21%	10%	7%	100%
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Damey/Lamarche	23%	23%	24%	17%	7%	5%	100%
VOSGES	16%	22%	28%	19%	9%	6%	100%

Source : FILOCOM 2009

BASSIN D'HABITAT	Logements vacants selon la taille des logements (parc global) : taux de vacance					
	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces	6 pièces et plus
Bruyères/Rambervillers	33,0%	23,0%	14,5%	8,5%	5,8%	5,3%
Epinal/Golbey	28,3%	17,5%	11,9%	6,9%	5,1%	4,7%
Neufchateau	37,3%	24,2%	12,0%	7,3%	4,3%	6,5%
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	22,7%	17,1%	13,3%	8,2%	5,3%	5,8%
Saint-Dié/Raon l'Etape	35,5%	19,0%	13,7%	8,7%	5,8%	5,7%
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Damey/Lamarche	38,9%	27,0%	15,3%	9,4%	6,2%	6,9%
Vosges	30,6%	19,4%	13,2%	8,0%	5,4%	5,6%

exemple pour Bruyères % 1 pièce= nb lgts vac Bruyères 1 pièce / parc global de Bruyères 1 pièce

Source : Filocom

Répartition et taux de vacance en fonction du niveau de confort des logements par bassin d'habitat

BASSIN D'HABITAT	Logements vacants selon le niveau de confort (ensemble du parc) : répartition de la vacance			
	Sans Confort	Confort Partiel	Tout Confort	TOTAL
Bruyères/Rambervillers	17%	37%	46%	100%
Epinal/Golbey	14%	28%	58%	100%
Neufchateau	24%	30%	46%	100%
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	16%	33%	51%	100%
Saint-Dié/Raon l'Etape	15%	34%	51%	100%
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Damey/Lamarche	24%	33%	43%	100%
VOSGES	17%	32%	51%	100%

BASSIN D'HABITAT	Logements vacants selon le niveau de confort (parc global) : taux de vacance		
	Sans Confort	Confort Partiel	Tout Confort
Bruyères/Rambervillers	35,6%	14,1%	8,0%
Epinal/Golbey	33,4%	14,1%	7,9%
Neufchateau	41,8%	14,9%	7,9%
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	26,0%	13,1%	8,3%
Saint-Dié/Raon l'Etape	26,7%	12,7%	9,1%
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Damey/Lamarche	42,1%	17,5%	9,8%
Vosges	32,1%	14,0%	8,4%

exemple pour Bruyères % Sans confort= nb lgts vac Bruyères Sans Confort / parc global de Bruyères Sans confort

Source : Filocom

Taux de vacance en fonction de la durée de vacance dans le parc privé par bassin d'habitat en 2007 et 2009

	parc privé 2007					
	Nombre de résidences principales du parc privé	total logements vacants du parc privé	taux de vacance	taux de vacance < 1 an	taux de vacance 1 an et plus	taux de vacance > 3 ans
Bruyères/Rambervillers	11 055	1 374	12,4%	4,0%	8,4%	4,7%
Epinal/Golbey	43 466	4 871	11,2%	4,6%	6,6%	3,1%
Neufchateau	9 355	1 309	14,0%	5,0%	9,0%	4,7%
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	34 894	5 144	14,7%	4,6%	10,1%	5,4%
Saint-Dié/Raon l'Etape	28 150	3 719	13,2%	4,9%	8,4%	4,0%
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Damey/Lamarche	16 741	3 086	18,4%	5,1%	13,3%	7,5%
Vosges	143 661	19 503	13,6%	4,7%	8,9%	4,6%

Source : Filocom 2009 (2nd envoi CETE NP) - onglet 2 - Parc de logements 2009 et 2007

Parc privé = Total privé = RP Privé+RS Privé+Vac Privé

	parc privé 2009					
	total logements vacants du parc privé	Nombre de résidences principales du parc privé	taux de vacance	taux de vacance < 1 an	taux de vacance > 1 an	taux de vacance > 3 ans
Bruyères/Rambervillers	1 583	11 231	14,1%	4,6%	9,5%	5,2%
Epinal/Golbey	5 402	44 427	12,2%	5,2%	7,0%	3,2%
Neufchateau	1 477	9 474	15,6%	5,0%	10,6%	5,1%
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	5 210	35 421	14,7%	5,4%	9,3%	4,9%
Saint-Dié/Raon l'Etape	4 220	28 542	14,8%	5,5%	9,3%	4,1%
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Damey/Lamarche	3 420	16 874	20,3%	5,3%	15,0%	8,3%
Vosges	21 312	145 969	14,6%	5,3%	9,3%	4,7%

Source : Filocom 2009 (2nd envoi CETE NP) - onglet 2 - Parc de logements 2009 et 2007

Parc privé = Total privé = RP Privé+RS Privé+Vac Privé

Nombre et proportion de logements vacants en fonction de la durée de vacance dans le parc privé par bassin d'habitat en 2007 et 2009

	parc privé 2007					parc privé 2009				
	logements vacants de moins de 1 an	logements vacants depuis 1 à 3 ans	logements vacants de plus de 3 ans	logements vacants de plus de 5 ans	logements vacants de plus de 10 ans	logements vacants de moins de 1 an	logements vacants depuis 1 à 3 ans	logements vacants de plus de 3 ans	logements vacants de plus de 5 ans	logements vacants de plus de 10 ans
Bruyères/Rambervillers	442	417	515	387	209	513	484	586	457	275
Epinal/Golbey	2 003	1 534	1 334	1 014	539	2 309	1 665	1 428	1 006	550
Neufchâteau	465	404	440	312	187	476	516	485	354	202
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	1 607	1 645	1 892	1 418	696	1 912	1 555	1 743	1 277	660
Saint-Dié/Raon l'Etape	1 368	1 223	1 128	822	420	1 574	1 462	1 184	823	437
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Damey/Lamarche	861	962	1 263	1 026	515	887	1 139	1 394	1 036	595
Vosges	6 746	6 185	6 575	4 981	2 567	7 671	6 821	6 822	4 955	2 719

Source : FILOCOM

	parc privé 2007						parc privé 2009					
	total logements vacants 2007	part de logements vacants de moins de 1 an	part de logements vacants depuis 1 à 3 ans	part de logements vacants de plus de 3 ans	part de logements vacants de plus de 5 ans	part de logements vacants de plus de 10 ans	total logements vacants 2009	part de logements vacants de moins de 1 an	part de logements vacants depuis 1 à 3 ans	part de logements vacants de plus de 3 ans	part de logements vacants de plus de 5 ans	part de logements vacants de plus de 10 ans
Bruyères/Rambervillers	1 374	32%	30%	37%	28%	15%	1 583	32%	31%	37%	29%	17%
Epinal/Golbey	4 871	41%	31%	27%	21%	11%	5 402	43%	31%	26%	19%	10%
Neufchâteau	1 309	36%	31%	34%	24%	14%	1 477	32%	35%	33%	24%	14%
Remiremont/Gérardmer/La Bresse	5 144	31%	32%	37%	28%	14%	5 210	37%	30%	33%	25%	13%
Saint-Dié/Raon l'Etape	3 719	37%	33%	30%	22%	11%	4 220	37%	35%	28%	20%	10%
Vittel/Contrexéville/Mirecourt/Damey/Lamarche	3 086	28%	31%	41%	33%	17%	3 420	26%	33%	41%	30%	17%
Vosges	19 506	35%	32%	34%	26%	13%	21 314	36%	32%	32%	23%	13%

Source : FILOCOM

Nombre, proportions et taux de vacance en fonction de la durée de vacance dans le parc privé à Épinal et Saint-Dié-des-Vosges en 2007 et 2009

	parc privé 2007					parc privé 2009				
	logements vacants de moins de 1 an	logements vacants depuis 1 à 3 ans	logements vacants de plus de 3 ans	logements vacants de plus de 5 ans	logements vacants de plus de 10 ans	logements vacants de moins de 1 an	logements vacants depuis 1 à 3 ans	logements vacants de plus de 3 ans	logements vacants de plus de 5 ans	logements vacants de plus de 10 ans
Épinal	785	568	261	181	91	908	559	232	142	75
Saint-Dié-des-Vosges	569	470	243	162	70	581	531	282	167	71

Source : FILOCOM

	parc privé 2007					
	nombre total de logements vacants	logements vacants de moins de 1 an	logements vacants depuis 1 à 3 ans	logements vacants de plus de 3 ans	logements vacants de plus de 5 ans	logements vacants de plus de 10 ans
Épinal	1614	49%	35%	16%	11%	6%
Saint-Dié-des-Vosges	1282	44%	37%	19%	13%	5%

	parc privé 2009					
	nombre total de logements vacants	logements vacants de moins de 1 an	logements vacants depuis 1 à 3 ans	logements vacants de plus de 3 ans	logements vacants de plus de 5 ans	logements vacants de plus de 10 ans
Épinal	1699	53%	33%	14%	8%	4%
Saint-Dié-des-Vosges	1394	42%	38%	20%	12%	5%

Source : FILOCOM

	Parc privé 2007			
	nombre total de logements vacants	nombre de résidences principales	taux de vacance	taux de vacance > 3 ans
Épinal	1 614	10 903	15%	2%
Saint-Dié-des-Vosges	1 282	7 058	18%	3%

	Parc privé 2009			
	nombre total de logements vacants	nombre de résidences principales	taux de vacance	taux de vacance > 3 ans
Épinal	1 699	11 098	15%	2%
Saint-Dié-des-Vosges	1 394	7 042	20%	4%

Source : FILOCOM

ANNEXE N°5 : Données complémentaires analysées issues du Fonds de Solidarité Logement (FSL)

(Conseil Général des Vosges)

	2007		2008	
Nombre de dossiers examinés ⁽¹⁾	1 697		1 449	
Nombre de ménages aidés ⁽¹⁾	1 221		1 431	
Montant des sommes accordées ⁽¹⁾				
- prêts	89 760,42 €		127 767,30 €	
- subventions	284 495,34 €		365 245,79 €	
<i>total</i>	374 255,76 €		493 013,09 €	
Montant moyen accordé	306,52 €		344,52 €	
Composition familiale des ménages aidés ⁽²⁾				
Personnes isolées	527	30%	640	31%
- Familles monoparentales (comportant des enfants à charge au sens des prestations familiales)	628	35%	675	33%
. familles monoparentales ayant 1 enfant à charge au sens des prestations familiales	291	16%	323	16%
. familles monoparentales ayant 2 enfants à charge au sens des prestations familiales	218	12%	209	10%
. familles monoparentales ayant 3 enfants ou plus à charge au sens des prestations familiales	119	7%	143	7%
. familles monoparentales ayant un nombre inconnu d'enfants à charge au sens des prestations familiales	0	0%	0	0%
- Couples sans enfant à charge au sens des prestations familiales	120	7%	141	7%
- Couples avec enfant (s) à charge au sens des prestations familiales	467	26%	523	26%
. couples ayant 1 enfant à charge au sens des prestations familiales	141	8%	172	8%
. couples ayant 2 enfants à charge au sens des prestations familiales	151	9%	153	7%
. couples ayant 3 enfants ou plus à charge au sens des prestations familiales	175	10%	198	10%
. couples ayant un nombre inconnu d'enfants à charge au sens des prestations familiales	0	0%	0	0%
- Composition inconnue	32	2%	65	3%
<i>Total</i>	1 774	100%	2 044	100%
âge de la personne référente du ménage aidé ⁽²⁾				
Moins de 25 ans	139	8%	174	9%
25 ans - 34 ans	496	28%	508	25%
35 ans - 49 ans	752	42%	871	43%
50 ans et plus	386	22%	489	24%
Age inconnu	1	0%	2	0%
<i>Total</i>	1 774	100%	2 044	100%
Activité professionnelle des ménages aidés ⁽²⁾				
Actifs ayant un emploi	386	22%	418	20%
Actifs au chômage inscrits à l'ANPE	446	25%	530	26%
Retraités	64	4%	74	4%
étudiants	9	1%	3	0%
Autres (inactifs, longue maladie, ...)	820	46%	936	46%
Activité inconnue	49	3%	83	4%
<i>Total</i>	1 774	100%	2 044	100%

Source : données FSL Vosges

⁽¹⁾ Nombre de ménages pour lesquels une demande ou un dossier d'aide a été examiné pendant l'année en commission du FSL en vue d'une Aide au paiement de fournitures d'énergie uniquement

⁽²⁾ Nombre de ménages aidés pour le maintien (en locatif ou en copropriété), ou suite à impayés d'eau, d'énergie, et/ou de services téléphoniques

ANNEXE N°6 : Définition des dispositifs d'hébergement et de logement adapté

Hébergement La différence fondamentale entre hébergement et logements-foyers réside dans le statut d'occupation. L'accueil en hébergement ne donne pas lieu à l'établissement d'un bail ou d'un titre occupation, ni au versement d'un loyer ce qui n'exclut pas une participation financière des personnes accueillies, qui ne bénéficient pas des aides personnelles au logement, sauf cas très particulier.	CHU Les CHU ont pour mission l'hébergement temporaire de personnes sans abri et de les aider dans leurs démarches d'accès aux droits et recherche d'un logement ou d'une structure d'insertion adaptée. Ils proposent un accueil 'inconditionnel, c'est-à-dire sans sélection des publics accueillis et sans conditions de régularité de séjour. Les places de CHU peuvent se trouver au sein des CHRS.
	CHRS les CHRS sont des établissements sociaux qui accueillent des personnes qui connaissent de grandes difficultés sociales et d'ordre économique. L'admission dans le centre est faite pour une durée déterminée et renouvelable (la situation de la personne fait l'objet d'un bilan tous les 6 mois). L'objectif est que la personne accède le plus rapidement possible à une insertion durable en milieu ordinaire ou adapté (logement, emploi...).
	Appartements ou chambres conventionnées ALT Les logements et chambres conventionnés à l'ALT sont destinés à l'accueil temporaire de personnes défavorisées sans logement et qui ne peuvent être hébergées en CHRS. Il n'y a pas de limite réglementaire de durée mais l'objectif est que la durée moyenne de séjour n'excède pas 6 mois.
Logements-foyers Les occupants de logements-foyers, que leur séjour soit durable ou temporaire, versent une redevance ou un loyer et ont un statut d'occupation avec garantie de maintien dans les lieux, bénéficient des aides personnelles au logement et ont la possibilité de bénéficier du FSL. Il s'agit le plus souvent de logements autonomes, meublés, situés au sein d'une structure proposant des espaces, des services et des activités collectives.	Maisons relais Portées par des structures associatives, elles accueillent, sans limitation de durée, des personnes au faible niveau de ressources dans une situation d'isolement ou d'exclusion forte et dont l'accès au logement autonome paraît difficile à court terme. Le principe de la maison relais est de proposer un habitat pérenne.
	Résidences sociales Les résidences sociales sont des logements-foyers conventionnés à l'APL, bénéficiant d'un agrément et construits autour d'un projet social. Elles accueillent des personnes ayant des difficultés particulières pour accéder à un logement décent et indépendant et s'y maintenir. Il s'agit souvent de personnes en difficultés sociales et/ou économique ayant besoin d'un logement temporaire lié à la mobilité ou dans l'attente d'un logement durable, en capacité d'occuper un logement autonome.
	Foyers de jeunes travailleurs Accueil des jeunes en cours d'insertion sociale et professionnelle dans une résidence adaptée à leurs besoins avec des services d'ordre socio-éducatif. Tous les foyers de jeunes travailleurs ont vocation à devenir des résidences sociales dans les conditions prévues par la circulaire n°2006-45 du 4 juillet 2006.

Source : Guide des dispositifs d'hébergement et de logement adapté – DGAS/DGALN – septembre 2008

ANNEXE N°7 : Synthèse des constats par bassin d'habitat selon l'échelle et l'indicateur d'analyse

SYNTHESE DU DIAGNOSTIC : CONSTATS PAR BASSINS D'HABITAT : ECHELLE ET INDICATEUR D'ANALYSE							
Bassin concerné par le constat		BH Neufchâteau	BH Vitte	BH Épinal	BH Rambervillers/Bruyères	BH Remiremont	BH Saint-Dié-des-Vosges
Principaux constats synthétisés à partir du diagnostic							
migrations internes au département de la population	Indicateur analysé Échelle d'analyse	taux d'évolution de la population 1999-2006 bassin	taux d'évolution de la population 1999-2006 bassin	taux d'évolution de la population 1999-2006 bassin	taux d'évolution de la population 1999-2006 bassin	taux d'évolution de la population 1999-2006 bassin	taux d'évolution de la population 1999-2006 bassin
augmentation du nombre de ménages	Indicateur analysé Échelle d'analyse	taux d'évolution du nombre de ménages 1999-2007 bassin	taux d'évolution du nombre de ménages 1999-2006 bassin	taux d'évolution du nombre de ménages 1999-2005 bassin	taux d'évolution du nombre de ménages 1999-2004 bassin	taux d'évolution du nombre de ménages 1999-2003 bassin	taux d'évolution du nombre de ménages 1999-2002 bassin
vieillesse de la population	Indicateur analysé Échelle d'analyse	part des + 60 ans Canton (couvrant tout le bassin)	conclusions étude marchés locaux bassin	indice de jeunesse 1999 CC Moyenne Moselle et CC Capvernir	part des + 60 ans Canton (couvrant tout le bassin)	part des + 60 ans Canton (couvrant tout le bassin)	conclusions étude marchés locaux bassin
disparité de revenus	Indicateur analysé Échelle d'analyse			part des ménages aux revenus < plafonds HLM 2007 bassin	revenus des ménages / moyenne départementale Canton (couvrant tout le bassin)	revenus des ménages / moyenne départementale Canton (couvrant tout le bassin)	revenus des ménages / moyenne départementale Canton (couvrant tout le bassin)
précarisation accrue des locataires du parc privé	Indicateur analysé Échelle d'analyse	taux d'évolution du nombre d'allocataires ayant un taux d'effort après aides > 30% bassin	taux d'évolution du nombre d'allocataires ayant un taux d'effort après aides > 30% bassin	taux d'évolution du nombre d'allocataires ayant un taux d'effort après aides > 30% bassin	taux d'évolution du nombre d'allocataires ayant un taux d'effort après aides > 30% bassin	taux d'évolution du nombre d'allocataires ayant un taux d'effort après aides > 30% bassin	taux d'évolution du nombre d'allocataires ayant un taux d'effort après aides > 30% bassin
précarité énergétique	Indicateur analysé Échelle d'analyse	Évolution des décisions d'aides du FSL au titre des fournitures d'énergie département	Évolution des décisions d'aides du FSL au titre des fournitures d'énergie département	conclusions diagnostics OPAH CC Moyenne Moselle et CC Capvernir	Évolution des décisions d'aides du FSL au titre des fournitures d'énergie département	Évolution des décisions d'aides du FSL au titre des fournitures d'énergie département	Évolution des décisions d'aides du FSL au titre des fournitures d'énergie département
perte d'attractivité des centres villes	Indicateur analysé Échelle d'analyse	conclusions Étude marchés locaux bassin	conclusions Étude marchés locaux bassin	conclusions Étude marchés locaux bassin	conclusions Étude marchés locaux bassin	conclusions Étude marchés locaux bassin	conclusions Étude marchés locaux bassin
habitat indigne, dégradé, vétuste	Indicateur analysé Échelle d'analyse	taux PPPI 2003 canton (couvrant tout le bassin)	taux PPPI 2003 canton (couvrant tout le bassin)	taux PPPI 2003 canton (couvrant tout le bassin)	taux PPPI 2003 canton (couvrant tout le bassin)	taux PPPI 2003 canton (couvrant tout le bassin)	taux PPPI 2003 canton (couvrant tout le bassin)
vacance concentrée dans le parc privé	Indicateur analysé Échelle d'analyse	taux de vacance dans le parc privé FILOCOM 2009 bassin	taux de vacance dans le parc privé FILOCOM 2009 bassin	taux de vacance dans le parc privé FILOCOM 2009 bassin	taux de vacance dans le parc privé FILOCOM 2009 bassin	taux de vacance dans le parc privé FILOCOM 2009 bassin	taux de vacance dans le parc privé FILOCOM 2009 bassin
Demande diffuse de logements adaptés pour jeunes travailleurs	Indicateur analysé Échelle d'analyse	conclusions de l'enquête complémentaire au diagnostic département	conclusions de l'enquête complémentaire au diagnostic département	conclusions de l'enquête complémentaire au diagnostic département	conclusions de l'enquête complémentaire au diagnostic département	conclusions de l'enquête complémentaire au diagnostic département	conclusions de l'enquête complémentaire au diagnostic département
Adaptation et territorialisation de l'offre à destination des gens du voyage	Indicateur analysé Échelle d'analyse	conclusions SDAGV département	conclusions SDAGV département	conclusions SDAGV département	conclusions SDAGV département	conclusions SDAGV département	conclusions SDAGV département
dynamisme de la construction	Indicateur analysé Échelle d'analyse	moyenne indice de construction 2004-2008 bassin	moyenne indice de construction 2004-2008 bassin	moyenne indice de construction 2004-2008 bassin	moyenne indice de construction 2004-2008 bassin	moyenne indice de construction 2004-2008 bassin	moyenne indice de construction 2004-2008 bassin
vacance dans le parc public à Épinal	Indicateur analysé Échelle d'analyse			étude OPHAE en cours Epinal			
insuffisance de l'offre en hébergement de type CHRS	Indicateur analysé Échelle d'analyse	conclusions de l'enquête complémentaire au diagnostic bassin		conclusions de l'enquête complémentaire au diagnostic Epinal			
péri-urbanisation	Indicateur analysé Échelle d'analyse			part des logements individuels dans la construction neuve 1990-1998 PLH		conclusions étude marchés locaux bassin	conclusions Ecoscopie des Vosges zone d'emploi de St Dié
mitage	Indicateur analysé Échelle d'analyse					conclusions étude marchés locaux bassin	
forte présence de résidences secondaires	Indicateur analysé Échelle d'analyse					part des résidences secondaires 2007 bassin	
Projets en cours de logements adaptés à destination des jeunes travailleurs	Indicateur analysé Échelle d'analyse	conclusions étude URHAIJ sur le logement des jeunes bassin	conclusions étude URHAIJ sur le logement des jeunes bassin				

AIDE A LA LECTURE DU DOCUMENT

Les constats énumérés ci-dessus sont soit basés sur des données chiffrées (indice, taux, part...) soit sur des conclusions ou dires « d'expert » mentionnés dans les études

Les cases « vierges » signifient que le constat n'a pas été relevé sur le bassin par manque d'éléments, ce qui ne veut pas dire que le bassin en question n'est pas concerné mais seulement que les études déjà réalisées n'abordaient pas ce thème sur le bassin d'habitat considéré

Les cases surlignées en couleur signifient que les indicateurs ou conclusions qui s'y rapportent sont révélateurs d'une situation à prendre en considération en terme de politiques de l'habitat. Cela signifie que le bassin considéré est concerné par le constat révélé par les indicateurs ou conclusions mis en avant et relevés dans les études.

ANNEXE N°8 : Fiches de synthèse par bassin d'habitat

Le recueil de fiches par bassin d'habitat, séparé du corps de texte du diagnostic pour des raisons de mises en forme informatique, est constitué de 7 fiches, soit une par bassin complété par une fiche départementale.

Elles ont vocation à approfondir le diagnostic en spécifiant les principaux indicateurs propres à chaque territoire selon les principaux constats. Leur objectif est donc de transmettre les données chiffrées les plus fines à l'échelle de chaque territoire.

Elles ont toutes une trame identique :

- une première partie présentant les éléments de cadrage du territoire (données, cartes, actions opérationnelles en matière d'habitat déjà mises en œuvre) ainsi que les documents sources utilisés pour le diagnostic ;
- une seconde partie consacrée au diagnostic, structuré selon les principaux constats relatifs au territoire, en précisant les limites de l'exercice (date des données).

ANNEXE N°9 : Pré-enjeux de la Stratégie Habitat issus du corpus documentaire de base de l'étude

CONSTATS HABITAT ISSUS DU DIAGNOSTIC	ENJEUX EXPRIMES DANS LES ETUDES EXISTANTES + ENJEUX COMPLEMENTAIRES ISSUS DES ANALYSES PROPRES A L'ETUDE (SURLIGNES)	BASSIN(S) CONCERNE(S)	PRE-ENJEUX
Augmentation du nombre de ménage + Dynamisme de la construction	Répondre aux besoins induits par l'augmentation du nombre de ménages	Vosges	Répondre quantitativement aux besoins en logements
Vieillessement de la population	adaptation le parc de logement au vieillissement et créer des hébergements collectifs à destination des personnes âgées	Saint-Dié	Répondre aux besoins des personnes âgées en matière de logement
	répondre aux besoins des personnes âgées	Vittel et Neufchâteau	
	maintien à domicile des personnes âgées	Épinal	
	accompagner le vieillissement de la population par l'adaptation de l'offre	Vosges	
Vieillessement de la population + demande diffuse de logements adaptés pour jeunes travailleurs	Prévoir un dispositif d'accueil de jeunes travailleurs	Vittel	Favoriser le maintien et l'accueil de populations jeunes
	favoriser la maintien et l'accueil de populations jeunes	Saint-Dié	
	favoriser le maintien de populations jeunes	Vosges	
	Conduire à terme les projets en cours en matière de résidences habitat jeunes	Vosges	
Insuffisance de l'offre en hébergement en CHRS à certains endroits	Réalisation des objectifs du SDAGV	Vosges	Permettre l'accueil et la prise en charge des populations les plus démunis
	Poursuivre la politique de redistribution des places d'hébergement afin de répondre aux besoins exprimés localement	Vosges	
	Avoir une offre complète en matière d'hébergement à l'échelle locale sur l'ensemble des territoires	Vosges	
Précarisation accrue des locataires du parc privé	diversification de l'offre en termes de prix, de localisation et de typologie	Saint-Dié	Permettre l'accès au logement pour les plus démunis
	adaptation qualitative de l'offre à la demande	Neufchâteau	
	diversification de l'offre de logements	Bruyères	
	faciliter l'accès au logement des ménages aux revenus modestes	Remiremont	
	Coordonner les politiques d'accès entre le parc public et le parc privé	Vosges	
Disparités de revenus	lutter contre la ségrégation urbaine et sociale, favoriser la mixité sociale	Épinal	Parvenir à un équilibre territorial dans l'offre de logement (mixité sociale)
	augmentation de l'offre locative sociale en dehors d'Épinal	Épinal	
	modifier l'image des ZUS et favoriser la mixité sociale	Épinal et Saint-Dié	
	Favoriser la mixité sociale dans les quartiers défavorisés	Vosges	
	Développer une offre sociale en dehors des pôles urbaines, Epinal notamment	Vosges	
	Développer une offre locative adaptée entre Epinal et ses pôles d'emploi secondaires	Epinal	
Perte d'attractivité des centres-villes + Périurbanisation + Mitage	revitalisation du centre de Rambervillers	Bruyères	Renforcer l'attractivité des centres-villes et lutter contre l'étalement urbain
	renouvellement urbain des centres-bourgs	Neufchâteau	
	maintenir l'attractivité du centre ancien d'Épinal	Épinal	
	renforcer l'attractivité des centres villes	Neufchâteau	
	limiter le mitage – densifier les centres-villes	Remiremont	
Vacance concentrée dans le parc privé	lutter contre la vacance dans les centres-villes	Remiremont	Remettre sur le marché les logements privés vacants
	vacance sur le centre ville de Mirecourt	Vittel	
	lutte contre la vacance dans le parc privé	Épinal	
	Lutter contre la vacance dans les pôles urbains	Vosges	
Précarité énergétique	lutte contre la précarité énergétique	Épinal	Lutter contre la précarité énergétique
Habitat indigne, dégradé, vétuste	requalification du parc ancien	Épinal	Améliorer la qualité du parc de logements existant
	lutte contre l'habitat indigne	Épinal	
	améliorer la qualité des logements proposées	Remiremont	

ANNEXE N°10 : Questionnements relatifs à la déclinaison des enjeux de la Stratégie Habitat

CONSTATS HABITAT ISSUS DU DIAGNOSTIC	ACTUALISATION DES CONSTATS	MOTS CLÉS - LES RISQUES ou LES PLUS	ENJEUX	DECLINAISON DES ENJEUX
Augmentation du nombre de ménages + Dynamisme de la construction	Augmentation du nombre de ménages à prendre avec précaution selon le type de territoire (urbain, péri-urbain, rural) : la baisse de la taille des ménages sur certains territoires ne conduit pas forcément à un besoin nouveau de logements, + taille incompressible atteinte, attraction de certains territoires par rapport aux pôles d'emploi à prendre en compte (Charmes, Neufchâteau ... migrations à étudier) + baisse démographique (même si tendance à la stagnation depuis recensement de 1999)	Inadaptation du parc de logements en : - nombre - localisation - taille	Adaptation quantitative et qualitative aux besoins en logements	- Offre de logements diversifiée sur les territoires attractifs (en cohérence avec les transports collectifs, les réseaux existants, la proximité des pôles d'emploi, l'offre de services à la population) - Recherche de facteurs de développement alternatifs à celui de l'habitat face au déclin démographique
Vieillesse de la population	Réponse à nuancer selon les territoires et le statut d'occupation. Action par anticipation pour les PO (évolution des PO de + de 60 ans), adaptation au cas par cas pour les locataires voire structures spécialisées (évolution des plus de 75 ans)	- Parc peu adapté, insuffisant, pas combiné avec les services à la personne et (ou) les réseaux de soins - Structures pour personnes âgées insuffisantes (maison de retraite, médicalisées ou pas)	Adaptation aux besoins des personnes âgées en matière de logement	- Offre de logements adaptés (à la personne et aux services d'aide à la personne) ou aide à l'adaptation des logements existants en vue du maintien à domicile - Offre suffisante de logements en structures médicalisées et maisons de retraite.
Demande diffuse de logements adaptés pour certaines catégories de la population (jeunes travailleurs, gens du voyage ...)		- Marginalisation voire « rejet » de certaines catégories de population - Accueil population jeune	Accueil et maintien de certaines catégories de la population (jeunes travailleurs, gens du voyage)	Offre de logements adaptés aux conditions financières des ménages, à leur contrainte d'occupation, à leur condition de vie (durée du bail, délai d'obtention d'un logement pour le parc social public, type de logement ...)
Insuffisance de l'offre en hébergement en CHRS à certains endroits	Problématique du logement adapté non lisible et non organisée : les situations sont réglées au cas par cas rendant le système très fragile (jeunes, gens du voyage, personnes en insertion ...)		Accueil et prise en charge des populations non prêtes à l'accès au logement autonome	- Assurer ou garantir la possibilité d'un parcours vers le logement autonome dans un rayon proche du bassin de vie - Permettre et garantir l'accès au logement pour toutes les familles de population : logement adapté (Gens du voyage notamment)
Précarisation accrue des locataires du parc privé	Précarisation des ménages à voir aussi par l'analyse de l'évolution des revenus bruts	- Augmentation des impayés - Mise en difficulté des propriétaires bailleurs - Vacance des logements locatif du secteur public	Accès au logement autonome pour les plus démunis	Accès au logement sur tous les territoires indépendamment du niveau de ressources : - en veillant à l'équilibre des territoires en terme de forme d'habitat, mixité des statuts d'occupation - en veillant au risque de marginalisation des personnes en situation précaire par l'éloignement des services - en améliorant la connaissance du coût réel du logement incluant l'ensemble des charges (imposition, transport, ...)
Disparités de revenus		- Population à deux vitesses - Problème de mixité sociale ou de « ghettoisation »	Équilibre territorial dans l'offre de logement (mixité sociale)	
Perte d'attractivité des centres-villes + Périurbanisation + Mitage	+ consommation importante de foncier pour l'habitat	- Augmentation du trafic lié aux déplacements - Inadaptation des équipements par rapport aux habitants (implique coût pour développement de services de proximité) - Paupérisation et déqualification des centres villes : problème de mixité	- Attractivité des centres-villes - Lutte contre l'étalement urbain - Lutte contre l'augmentation des déplacements	- Développement des territoires en cohérence avec la proximité des services et la prise en compte du coût "réel" d'une urbanisation hors périmètre déjà urbanisé (viabilisation + coût de l'extension des services + coût induit par la gestion de la "friche habitat" en centre ville ou centre bourg) - Réinvestissement en priorité des parties déjà urbanisées (par réhabilitation ou reconstruction)
Vacance concentrée dans le parc privé	à analyser par segments (type de territoires, de parc, ...) car les outils et les actions sont différents	- Image négative + dégradation du patrimoine - Réserve potentielle de logements ou de foncier	Stratégie de développement alternative à l'urbanisation ou Remise sur le marché de logements privés vacants	Analyse du type de vacance rencontrée (durée, état et âge du parc, ...) et du territoire (y a-t-il de la demande et si oui est-ce pertinent d'y répondre) avant toute opération de remise sur le marché Réserve foncière non utilisée à valoriser (habitat si besoin, aménagement, valeur d'un patrimoine ...) A relier avec la maîtrise de l'urbanisation
Précarité énergétique		- Augmentation des impayés) <i>précarisation</i> - Conditions de vie difficiles) <i>des ménages</i> - perte d'attractivité des logements : augmentation de la vacance et de la mobilité	Lutte contre la précarité énergétique	- Amélioration de la performance énergétique = maintien de la population en place - Aide aux ménages notamment avec faibles ressources - Diminution de la consommation d'énergie (Grenelle) - Amélioration de l'attractivité du parc (surtout dans le contexte d'un marché locatif détendu)
Habitat indigne, dégradé, vétuste	problématique non homogène sur le territoire Niveau de vétusté à apprécier (« ruine » ou présence de tous les éléments de confort mais état dégradé)	- Conditions de vie difficile - Risque sanitaire - Risque par rapport à la sécurité - Image, attractivité du secteur	Amélioration de la qualité du parc de logements existant ou Stratégie de développement alternative à l'urbanisation	- Identification de l'habitat qui mériterait d'être traité en fonction du contexte (attractivité du territoire, besoin en logements) - Que faire de celui « sans intérêt » pour éviter mauvais usage, salubrité, sécurité des personnes ...

ANNEXE N°11 : Analyse détaillée des leviers d'actions de la Stratégie Habitat classés par enjeux

Adaptation quantitative et qualitative aux besoins en logements (1/2)

Outil	Principes	Modalité d'intervention de l'État	Références	Utilité de l'outil vis à vis de l'enjeu
Orientations dans les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH)	Le diagnostic du PLH analyse la situation existante notamment l'adéquation offre-demande de logements sur les différents segments du marché local de l'habitat.	Association de l'État dans l'élaboration des PLH	Article R302-6 du CCH loi Mlle du 25 mars 2009	Le PLH doit quantifier et localiser les besoins en logements dans le diagnostic puis mettre en place un programme d'actions adapté. De plus, la loi Grenelle vise un rapprochement entre les politiques sectorielles (PLU, PDU et PLH) afin d'aboutir à une meilleure cohérence entre les zones résidentielles et les réseaux (transports etc...), l'emploi et les services.
Plan Départemental pour l'Accès au Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD)	Mesures destinées à permettre aux personnes éprouvant des difficultés d'accéder à un logement décent et indépendant ou de s'y maintenir. Le plan procède à l'analyse des besoins et définit les objectifs à atteindre ainsi que les mesures à mettre en œuvre en vue de la mobilisation et du développement de l'offre de logements et notamment de logements conventionnés, de logements faisant l'objet d'un bail à réhabilitation et de résidences sociales y compris les maisons-relais.	Elaboration et mise en œuvre conjointe par l'État et le Conseil Général Évaluation conjointe et concomitante à un nouveau plan	loi n°90-449 du 31 mai 1990 Décret 2007-1688 du 29 novembre 2007 relatif aux PDALPD	L'analyse des besoins en logements pour les populations défavorisées permet une quantification des besoins en logements et une qualification des problématiques spécifiques liées à ces publics. La mise en place d'actions partenariales consécutives à cette analyse permet une réponse adaptée en terme d'offre nouvelle mais également sur la qualité du parc existant (lutte contre l'habitat indigne, précarité énergétique...)
Mobilisation du foncier public en faveur de la construction de logements et du développement durable	L'objectif poursuivi est d'accroître la production de logements en mobilisant du foncier public (appartenant à l'État et à ses établissements publics), tout en tenant compte de deux autres objectifs majeurs de la politique gouvernementale : la promotion du développement durable, et la valorisation du patrimoine immobilier de l'État et de ses opérateurs. Le programme en cours est celui de la période 2008-2012	Identification des terrains dans le cadre de l'élaboration de référentiels régionaux du foncier public	Circulaire du Premier Ministre du 14 décembre 2007 ; Comité Interministériel pour le Développement de l'Offre de Logements du 28 mars 2008 ; Circulaire du 16 janvier 2009 relative à la politique immobilière de l'État ; Circulaire du 15 juillet 2009 relative à la poursuite du programme national 2008-2012 de cession du foncier public en faveur de l'aménagement durable et du développement de l'offre de logements	L'identification des terrains dont la propriété est publique peut faciliter la réalisation de logements et notamment de logements sociaux et permettre une réponse aux besoins quantitatifs dans certains secteurs tendus. La localisation du foncier public mis à disposition peut également permettre d'orienter géographiquement l'offre nouvelle et de la mettre en cohérence avec les aménités du territoire (transports collectifs, réseaux existants, emplois, services).
Actions de l'Établissement Public Foncier de Lorraine (EPFL)	Un EPFL réalise des acquisitions foncières et des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains. Par ses acquisitions foncières concertées et anticipatrices, l'EPFL concourt au développement de l'offre de logements, en particulier de logements sociaux grâce au fonds régional de minoration foncière. Il s'associe à la mise en œuvre de stratégies globales d'aménagement des territoires (SCOT, PLH, PLU).	Services de l'État ne sont pas membres du Conseil d'Administration mais les Préfets et le DREAL peuvent assister aux séances du Conseil Le Préfet de région peut inscrire une question à l'ordre du jour d'un conseil d'administration	décret institutif n°73-250 du 7 mars 1973 modifié par le décret n°87-204 du 27 mars 1987 puis par les décrets n° 2001-1235 du 20 décembre 2001, n° 2004-1150 du 28 octobre 2004 et n° 2009-15 42 du 11 décembre 2009	L'EPFL est un opérateur permettant de reconverter des friches des fins de construction : il permet une augmentation des potentialités foncières pour de la construction de logements, sociaux notamment. De plus, l'EPFL en tant opérateur du Fonds régional de minoration foncière participe aux dépenses d'équilibre nécessaires aux opérations de construction de logements sociaux réalisées par les bailleurs de logements sociaux. Cela s'adresse toutefois prioritairement aux territoires couverts par un PLH. Le foncier converti peut également servir à d'autres formes de développement alternatifs ou complémentaires à de l'habitat (activités) à même de rendre plus attractif le territoire et de contrer le déclin démographique.
Développement des écoquartiers	Les écoquartiers constituent une nouvelle façon de concevoir et de réaliser des projets urbains en y intégrant l'ensemble des composantes du développement durable. Ils permettent notamment de répondre aux besoins résidentiels en proposant des logements adaptés, bien insérés au sein du territoire et techniquement performants. A terme, le développement de projets d'écoquartier a vocation à constituer un levier vers un aménagement et une structuration durable des territoires.	Conseil amont et assistance tout au long des opérations auprès des collectivités maîtres d'ouvrage / production de référentiels / animation de réseaux sur le sujet (club départementaux, régionaux, nationaux)	Article 7 de la LOI n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (1) dite loi Grenelle I	La production de logements est en partie assurée par les opérations d'aménagement procédurales (ZAC, lotissements...). Les écoquartiers permettent un développement plus qualitatif de l'habitat. Les projets de ce type sont nombreux dans les Vosges puisque 6 collectivités ont candidaté à l'appel à projet 2011 du MEDDTL. Concernant la production de logements en diffus (hors procédure), les écoquartiers constituent un premier pas vers un aménagement durable des territoires qui auront vocation à réguler cette production de l'urbanisation peu encadrée.

Adaptation quantitative et qualitative aux besoins en logements (2/2)

Outil	Principes	Modalité d'intervention de l'État	Références	Utilité de l'outil vis à vis de l'enjeu
Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux	La loi de finances 2010 pour 2011 a institué la fusion de la dotation globale d'équipement des communes (DGE) et de la dotation de développement rural (DDR) pour la création d'une nouvelle dotation à compter du 1er janvier 2011 : la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR). Elle permet de financer des projets d'investissement ainsi qu'une partie limitée de dépenses de fonctionnement. Son but est d'optimiser l'effet des masses budgétaires dédiées aux communes rurales et de simplifier l'accès à celles-ci. Elle est la concrétisation d'un certain nombre de décisions prises lors des Assises des territoires ruraux. La nature des opérations éligibles sont la réalisation d'investissements, les projets dans le domaine économique, social, touristique et environnemental, les projets favorisant le développement ou le maintien des services publics en milieu rural, et, de manière exceptionnelle, certaines dépenses de fonctionnement conditionnant la mise en œuvre du projet.	Instruction des dossiers de demande en Préfecture. Sensibilisation des collectivités à la manière de réaliser le dossier de demandes de subvention	Article 179 de loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 créant une dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) portant fusion de la dotation globale d'équipement (DGE) et de la dotation de développement rural (DDR).	La DETR concerne un certain nombre de catégories de projets subventionnables : projets contribuant au développement durable, mise aux normes de sécurité et d'accessibilité d'ERP, développement économique et touristique, maintien de services publics, développement numérique du territoire. Dans la première catégorie, la DETR peut notamment servir, avec un taux de subvention de 20% à 50%, à financer les travaux de réhabilitation de logements communaux existants (3 par opérations maximum) en logements à vocation de résidence principale. Cela concerne uniquement les communes de moins de 800 habitants et exclue la construction de logements neufs.
Taxe de l'urbanisme	La fiscalité de l'urbanisme comporte un certain nombre de taxes et contributions ponctuelles. Ces régimes vont d'ailleurs connaître prochainement des modifications dans le cadre de la réforme de l'urbanisme initiée en 2011 et pour laquelle des groupes de travail ont formulé des préconisations. Les contributions les plus courantes sont la taxe locale d'équipement (TLE) et la participation pour voirie et réseau divers (PVR). Les modalités de calculs de ces taxes sont déterminés par les collectivités (département, intercommunalité, communes selon le cas).	Conseil aux collectivités sur l'utilisation de cette ressource	Code de l'Urbanisme et de la Construction	Les produits de ces taxes sont directement destinés à permettre à la collectivité de financer la construction des infrastructures et équipements publics rendus nécessaires par l'acte d'urbanisation qui a fait l'objet de l'imposition. L'enjeu est donc pour les collectivités de bien calibrer l'impôt afin de permettre le développement de projets cohérents sur le plan qualitatif.
Aides à la pierre et la possibilité de délégation	Les aides à la pierre concernent la construction, l'acquisition, la réhabilitation et la démolition de logements locatifs sociaux, les aides destinées à la rénovation de l'habitat privé, ainsi que celles en faveur de la location accession et de la création de places d'hébergement d'urgence. L'État peut les déléguer aux CU, CA, EPCI à PLH et départements. La délégation porte sur l'attribution des aides à la pierre en faveur du développement de l'offre de logements locatifs sociaux et l'amélioration du parc existant (parc public et parc privé), la délégation couvre également les crédits ANAH et la création et l'amélioration de places d'hébergement d'urgence.	Négociations des conventions en tenant compte des arbitrages rendus par le Préfet de région ; Préfet de département aidé des DREAL et DDT Évaluation des délégations par les DDT	loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales (modifiée) Décret n°2005-416 du 3 mai 2005 relatif aux conditions d'attribution des aides à la construction, à l'acquisition et à la réhabilitation de logements Art L301-5-1, L301-5-2, R301-5-1 et R301-5-2 du CCH	La gestion des crédits des aides à la pierre permet un dialogue avec les organismes HLM sur les opérations qu'ils envisagent de réaliser. Ce dialogue peut être à la base d'un partenariat visant mieux territorialiser les crédits afin d'avoir une meilleure réponse des territoires. La délégation oblige la collectivité à mettre en place des moyens d'action et à se doter d'une politique en matière d'habitat. Cela permet par convention de fixer des objectifs et d'avoir une vision des volumes de logements construits sur plusieurs années (hors avenants). Le délégataire peut aussi abonder les aides par ses fonds propres. La mise en place d'une politique habitat par le délégataire permet de mieux répartir et caractériser l'offre sur un territoire en se calant au mieux sur les besoins locaux.
Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ou Programme d'Intérêt Général (PIG)	Programmes qui permettent de traiter les difficultés d'un territoire en matière d'habitat en incitant les propriétaires bailleurs et/ou occupants à effectuer des travaux. Ces programmes se déclinent sous forme thématiques.	convention entre les EPCI, l'État et l'ANAH Instruction des dossiers d'aides en DDT	circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 du 8 novembre 2002 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général	Le conventionnement des logements réhabilités permet d'accroître l'offre en logements sociaux ou très sociaux (PB) et d'avoir une réponse quantitative plus importante sur ce segment du marché sur lequel il est le plus difficile d'apporter une réponse.
Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AMVAP, remplace les ZPPAUP suite à la loi Grenelle)	L'AMVAP contient un rapport de présentation des objectifs de l'aire, fondé sur un diagnostic prenant en compte le PADD du PLU ; un règlement contenant des prescriptions relatives à : la qualité architecturale des constructions nouvelles ou des aménagements des constructions existantes ainsi qu'un document graphique faisant apparaître le périmètre de l'aire.	Prise de l'arrêté par le Préfet. Participation des services de l'État à la réalisation de l'étude préalable.	loi du 7 janvier 1983 relative à la décentralisation des compétences dans le domaine de l'urbanisme. loi portant "engagement national pour l'environnement" dite Grenelle 2	L'AMVAP a pour objectif de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti dans le respect du développement durable afin de garantir la qualité architecturale des constructions existantes et à venir. Elle participe de l'adaptation qualitative des réponses aux besoins en logements.
Secteur sauvegardé	Un secteur sauvegardé est une mesure de protection portant, selon la loi, sur un « secteur présentant un caractère historique, esthétique ou de nature à justifier la conservation, la restauration et la mise en valeur de tout ou partie d'un ensemble d'immeubles ».	L'architecte des bâtiments de France, obligatoirement consulté par l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation émet un avis conforme dans un délai d'un mois à réception du dossier dans le cadre de l'instruction de ce dernier.	loi, dite « Malraux », du 4 août 1962, pour la sauvegarde des centres urbains historiques et plus largement d'ensembles urbains d'intérêt patrimonial. article L.313-2 et R. 313-4, 2ème alinéa, du code de l'urbanisme.	En secteur sauvegardé, il est possible de bénéficier d'avantages financiers pour la réalisation de travaux portant sur la restauration, la réhabilitation d'immeubles existants ou la mise en valeur des espaces publics ou privés. L'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) peut accorder des subventions pour la réhabilitation de locaux d'habitations selon des conditions plus souples et avantageuses qu'en espace non protégé. Des avantages fiscaux peuvent être obtenus au titre de la fiscalité relative à la restauration immobilière portant sur des locaux d'habitation lorsqu'il s'agit de propriétaires bailleurs. Des subventions spéciales peuvent être accordées au titre de la mise en valeur des secteurs sauvegardés par le ministère chargé de la culture.

Adaptation aux besoins des personnes âgées en matière de logement

Outil	Principes	Modalité d'intervention de l'État	Références	Utilité de l'outil vis à vis de l'enjeu
Axe n°1 : adapter le logement				
Dispositions/actions dans les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH)	Généraliser dans les PLH les études de préfiguration d'une stratégie territoriale en matière d'adaptation du parc de logements neufs ou existants Définir des secteurs géographiques stratégiques favorables au développement d'une offre de logement adaptés aux seniors dans le parc neuf et existant. Favoriser les formules d'habitat innovante : intergénérationnel, service à la personne ...	Association de l'État dans l'élaboration des PLH	Loi n°83-8 du 7 janvier 1983 (PLH) Préconisations du rapport « vivre chez soi » de M. Franco juin 2010	La prise en compte des évolutions démographiques et donc du vieillissement dans le diagnostic aboutit à l'inscription dans le programme d'actions en faveur de l'adaptation du parc de logements existant.
Schéma gérontologique départemental 2009-2013	document de référence de la politique départementale en faveur des personnes âgées Axe d'action n°2 : prévenir la perte d'autonomie et la dépendance et favoriser un soutien à domicile de qualité.	Élaboration conjointe Conseil Général, DDCSPP, MDPH	lois n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales	Le schéma permet d'établir un état des lieux de la problématique sur le territoire et de mettre en œuvre des actions de prévention. Il permet de par son élaboration partenariale de mettre en commun les moyens de chaque
Engagements des organismes HLM dans leurs Conventions d'Utilité Sociale (CUS) 2010-2016	La CUS est une convention d'une durée de 6 ans. La CUS a pour objet de préciser la politique patrimoniale et d'investissement de l'organisme (plan de mise en vente des logements, constructions) ; la politique sociale de l'organisme, (plan d'actions pour l'accueil des populations sortant des dispositifs d'accueil, d'hébergement et d'insertion ...) ; la politique de l'organisme pour la qualité du service rendu aux locataires. Sur chaque aspect, elle comporte un état des lieux ; des orientations stratégiques et un programme d'action.	Contractualisation organisme HLM / Etat + selon le cas signature de la collectivité de rattachement	loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion n°2009-108 du 25 mars 2009 , Décret no 2009-1486 du 3 décembre 2009 relatif aux conventions d'utilité sociale des organismes d'habitations à loyer modéré	La CUS est le support des politiques patrimoniale et sociale de l'organisme et définit les engagements de ce dernier sur différents sujets. La prise en compte des besoins des personnes âgées, notamment en matière d'attribution et d'adaptation des logements existants peut faire l'objet d'engagements ambitieux dans la convention.
Programme d'Intérêt Général (PIG) ou Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) incluant la thématique « adaptation au logement »	Programmes qui permettent de traiter les difficultés d'un territoire en matière d'habitat en incitant les propriétaires bailleurs et/ou occupants à effectuer des travaux. Ces programmes se déclinent sous forme thématiques. La thématique « Adaptation du logement » est segmenté en 2 sous-thèmes : - Adaptabilité des logements - Maintien des personnes à domicile (personnes handicapées ou âgées) Il vise deux objectifs : produire par anticipation une offre de logements adaptés et accessibles en incitant les propriétaires bailleurs à réaliser des travaux d'une part, et permettre le maintien à domicile des locataires et propriétaires occupants déjà en place d'autre part.	Impulsé par une collectivité et contractualisé avec l'État et l'ANAH	circulaire n° 2002-68/UHC/1UH4/26 du 8 novembre 2002 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général	Même utilité que les aides ANAH. Cependant, dans le cadre d'une OPAH ou d'un PIG l'aide au montage des dossiers de subventions est gratuite. En dehors de ces périmètres, un complément de subvention pour financer des prestations d'assistance à la maîtrise d'ouvrage peut être demandé mais n'est pas automatique. De plus, le fait de cibler cette thématique dans les objectifs des opérations programmées permet d'accroître les efforts en vue du repérage des situations concernées et de traiter un volume plus important de logements.
Subventions pour travaux de l'ANAH (hors OPAH et PIG)	Travaux d'amélioration de l'habitat pour les propriétaires (sous conditions de ressources). Aides spécifiques dans les situations de perte d'autonomie requérant une adaptation du logement.	Instruction des dossiers en DDT	Instruction du 4 octobre 2010 de la directrice générale relative aux aides de l'Anah octroyées aux propriétaires occupants, aux propriétaires bailleurs et à certains autres bénéficiaires à compter du 1 ^{er} janvier 2011.	L'attribution d'aides directes aux propriétaires occupants dans des situations de perte d'autonomie permet d'inciter à la réalisation de travaux d'adaptation du logement.
Axe n°2 : produire des logements adaptés				
Documents de planification (SCoT, PLU, PLH, PDH)	Proposer des formes de logements adaptés ou adaptables, localisés à proximité des services et de la vie urbaine (logements intégrant dès leur conception les contraintes du vieillissement).	Association de l'État dans l'élaboration		Les prescriptions des documents de planification peuvent insister sur la prise en compte du vieillissement dans l'offre nouvelle planifiée. L'Etat via sa note d'enjeux peut pointer ce point là en particulier et inciter les collectivités à prendre en compte cet aspect.
Aides à la pierre et la possibilité de délégation	Les aides à la pierre concernent la construction, l'acquisition, la réhabilitation et la démolition de logements locatifs sociaux, les aides destinées à la rénovation de l'habitat privé, ainsi que celles en faveur de la location accession et de la création de places d'hébergement d'urgence. L'Etat peut les déléguer aux CU, CA, EPCI à PLH et départements. Accompagner, via les aides à la pierre, les solutions innovantes d'offre de logements adaptés pour des personnes vieillissantes. Accompagner notamment les bailleurs dans la connaissance et la gestion des personnes âgées afin de produire des logements sociaux adaptés.	Négociations des conventions en tenant compte des arbitrages rendus par le Préfet de région ; le Préfet de département aidé des DREAL et DDT Évaluation des délégations par les DDT	loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales (modifiée) Décret n°2005-416 du 3 mai 2005 relatif aux conditions d'attribution des aides à la construction, à l'acquisition et à la réhabilitation de logements Art L301-5-1, L301-5-2, R301-5-1 et R301-5-2 du CCH	Les conventions de délégation peuvent prévoir des objectifs en matière de logements adaptés aux personnes âgées ou à mobilité réduite. L'Etat, dans la gestion des crédits, peut en faire de même.
Développement de la prise en compte de la problématique générationnelle dans les projets d'écoquartiers	Les écoquartiers constituent une nouvelle façon de concevoir et de réaliser des projets urbains en y intégrant l'ensemble des composantes du développement durable. Ils permettent notamment de répondre aux besoins résidentiels en proposant des logements adaptés, bien insérés au sein du territoire et techniquement performants. Ils sont conçus dans un souci de mixité, sociale, mais aussi générationnelle, en anticipant les besoins des personnes âgées.	Conseil amont et assistance tout au long des opérations auprès des collectivités maitres d'ouvrage / production de référentiels / animation de réseaux sur le sujet (club départementaux, régionaux, nationaux)	Article 7 de la LOI n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (1) dite loi Grenelle I	La production de logements est en partie assurée par les opérations d'aménagement procédurales (ZAC, lotissements). Les écoquartiers permettent un développement plus qualitatif de l'habitat. Les projets de ce type sont nombreux dans les Vosges puisque 6 collectivités ont candidaté à l'appel à projet 2011 du MEDDTL. La thématique de l'adaptation générationnelle est un des points clés à mettre en avant dans ces projets étant donné les tendances actuelles de la démographie vosgienne.
Axe n°3 : prévoir une offre suffisante en structures spécialisées				
Schéma gérontologique départemental 2009-2013	document de référence de la politique départementale en faveur des personnes âgées; Axe d'action n°4 : faire évoluer les structures d'hébergement pour répondre au mieux aux besoins des personnes, ajuster l'offre en fonction de la demande en particulier en ce qui concerne les foyers-logements.	Élaboration conjointe Conseil Général, DDCSPP, MDPH	lois n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales	Le schéma établit un état des lieux des structures et places existantes. Il est rédigé par les financeurs de ces structures. Il prévoit des actions afin d'ajuster l'offre par rapport à la demande (volume et localisation).
Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux	La loi de finances 2010 pour 2011 à compter du 1 ^{er} janvier 2011 : la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR). Elle permet de financer des projets d'investissement ainsi qu'une partie limitée de dépenses de fonctionnement. Son but est de simplifier l'accès à celles-ci. La nature des opérations éligibles sont la réalisation d'investissements, les projets dans le domaine économique, social, touristique et environnemental, les projets favorisant le développement ou le maintien des services publics en milieu rural, et, de manière très exceptionnelle, certaines dépenses de fonctionnement conditionnant la mise en œuvre du projet.	Instruction des dossiers de demande en Préfecture. Sensibilisation des collectivités à la manière de réaliser le dossier de demandes de subvention	Article 179 de loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 créant une dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) portant fusion de la dotation globale d'équipement (DGE) et de la dotation de développement rural (DDR).	La DETR concerne un certain nombre de catégories de projets subventionnables : projets contribuant au développement durable, mise aux normes de sécurité et d'accessibilité d'ERP, développement économique et touristique, maintien de services publics, développement numérique du territoire. Au titre du maintien de services publics, la dotation peut permettre de subventionner la construction de maisons pluridisciplinaires de santé.

Accueil et maintien de publics spécifiques (jeunes travailleurs, gens du voyage ...)

Outil	Principes	Modalité d'intervention de l'État	Références	Utilité de l'outil vis à vis de l'enjeu
Plan Départemental pour l'Accès au Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD)	Mesures destinées à permettre aux personnes éprouvant des difficultés d'accéder à un logement décent et indépendant ou de s'y maintenir. Le plan procède à l'analyse des besoins et définit les objectifs à atteindre ainsi que les mesures à mettre en œuvre en vue de la mobilisation et du développement de l'offre de logements.	Élaboration et mise en œuvre conjointe par l'État et le Conseil Général Évaluation conjointe et concomitante à un nouveau plan	loi n°90-449 du 31 mai 1990 Décret 2007-1688 du 29 novembre 2007 relatif aux PDALPD	Le PDALPD met en place des actions, partenariales le plus souvent, destinées à permettre aux personnes éprouvant des difficultés d'accéder à un logement décent et indépendant ou de s'y maintenir. Il chapeaute d'autres documents ou procédures plus spécifiquement liés à tel ou tel public.
Plan départemental du logement des jeunes	Programme d'actions concret et opérationnel visant à améliorer la situation du logement des jeunes dans le département. Prise en compte des PLH et du PDALPD.	Élaboration sous l'égide du Préfet en collaboration avec collectivités, CLLAJ, CAF, MSA, Collecteurs 1%, bailleurs sociaux, gestionnaires de FJT ...	Circulaire UHC/IUH 1 no 2006-75 du 13 octobre 2006 relative à l'amélioration de l'accès au logement des jeunes et à l'élaboration d'un plan départemental pour le logement des jeunes	Le plan établit un diagnostic du logement des jeunes sur le territoire. Il permet la mise en place d'actions partenariales pour améliorer l'accès au logement des jeunes en fonction des leviers potentiels identifiés.
Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage (SDAGV)	Document de référence qui organise l'accueil des gens du voyage par la mise à disposition d'aires d'accueil et l'installation des ménages en voie de sédentarisation. Tirer profit de la construction de logements financés en PLA-I, pour en attribuer aux gens du voyage sédentarisés.	élaboration conjointement par la Préfecture et le le Conseil général	loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage	Le schéma prévoit l'accueil des gens du voyage « de passage » et aide à la sédentarisation de ceux désirant rester sur le territoire. Il permet d'accélérer la réponse aux besoins de ce public en incitant les collectivités concernées à respecter leurs obligations contractuelles en la matière.
Engagements des organismes HLM dans leurs Conventions d'Utilité Sociale (CUS) 2010-2016	La CUS est une convention d'une durée de 6 ans. La CUS a pour objet de préciser la politique patrimoniale et d'investissement de l'organisme (plan de mise en vente des logements, constructions) ; la politique sociale de l'organisme, (plan d'actions pour l'accueil des populations sortant des dispositifs d'accueil, d'hébergement et d'insertion ...) ; la politique de l'organisme pour la qualité du service rendu aux locataires. Sur chaque aspect, elle comporte un état des lieux ; des orientations stratégiques et un programme d'action.	Contractualisation organisme HLM / Etat + selon le cas signature de la collectivité de rattachement	loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion n°2009-108 du 25 mars 2009 , Décret no 2009-1486 du 3 décembre 2009 relatif aux conventions d'utilité sociale des organismes d'habitations à loyer modéré	La CUS est le support des politiques patrimoniale et sociale de l'organisme et définit les engagements de ce dernier sur différents sujets. La prise en compte des besoins de sédentarisation des gens du voyage peut faire l'objet d'engagements dans la convention.
Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux	La loi de finances 2010 pour 2011 à compter du 1er janvier 2011 : la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR). Elle permet de financer des projets d'investissement ainsi qu'une partie limitée de dépenses de fonctionnement. Son but est d'optimiser l'effet des masses budgétaires dédiées aux communes rurales et de simplifier l'accès à celles-ci. Elle est la concrétisation d'un certain nombre de décisions prises lors des Assises des territoires ruraux. La nature des opérations éligibles sont la réalisation d'investissements, les projets dans le domaine économique, social, touristique et environnemental, les projets favorisant le développement ou le maintien des services publics en milieu rural, et, de manière très exceptionnelle : certaines dépenses de fonctionnement conditionnant la mise en œuvre du projet.	Instruction des dossiers de demande en Préfecture. Sensibilisation des collectivités à la manière de réaliser le dossier de demandes de subvention	Article 179 de loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 créant une dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) portant fusion de la dotation globale d'équipement (DGE) et de la dotation de développement rural (DDR).	La DETR concerne un certains nombre de catégories de projets subventionnables : projets contribuant au développement durable, mise aux normes de sécurité et d'accessibilité d'ERP, développement économique et touristique, maintien de services publics, développement numérique du territoire.
Création de Foyers de Jeunes Travailleurs (FJT)	Produire et développer des solutions logement pour les jeunes en insertion sociale et professionnelle.	Financement des programmes logement résidences sociales : DDCSPP	Circulaire 96-753 du 17 décembre 1996 relative aux FJT	Les FJT permettent de loger des jeunes en insertion professionnelle, ils constituent un « sas » permettant ensuite d'intégrer un logement autonome une fois la situation professionnelle stabilisée. Ils constituent une réponse directe en terme d'accès à un logement aux besoins de cette catégorie de personnes mais ont besoin de financements conséquents pour fonctionner.
Dispositif de colocation dans le parc locatif social	offre de logements destinés aux étudiants et apprentis, possibilité de colocation, contrat d'un an renouvelable si les bénéficiaires remplissent toujours les conditions de départ.	nombre de logements pouvant être attribués dans le cadre de ce dispositif mentionné dans la CUS	loi Mlle du 25 mars 2009 Art. L 442-8-4 du CCH Décret n°2010-1392 du 12 novembre 2010	Ce dispositif constitue une offre de logements destinés aux étudiants et apprentis en colocation dans le parc social. La colocation permet de diminuer le poids du loyer dans le budget des jeunes qui n'ont pas ou peu de revenus et ainsi faciliter l'accès puis le maintien dans le logement.

Accueil et prise en charge des populations non prêtes à accéder à un logement autonome

Outil	Principes	Modalité d'intervention de l'État	Références	Utilité de l'outil vis à vis de l'enjeu
Plan Départemental de l'Accueil de l'Hébergement et de l'Insertion (PDAHI)	Améliorer la connaissance de l'offre et de la demande en hébergement afin de répartir au mieux les crédits. Le PDAHI doit être inséré dans le PDALPD et cohérent avec les PLH et PDH.	Pilotage : DDCSPP Concertation avec associations, bailleurs, CAF, ARS , collectivités territoriales ...	Circulaire n°DGAS/LCE 1A/2009/351 du 9 décembre 20 09	Le PDAHI apporte une connaissance de l'offre et de la demande en hébergement à l'échelle départementale. Il permet d'ajuster au mieux la répartition des crédits de l'Etat et de définir des actions communes avec les autres acteurs intervenant sur le champ de l'action sociale : les partenaires institutionnels : Conseil Général / FSL, CCAS et aussi les structures porteuses associatives.
Gestion des crédits en DDCSPP	La DDCSPP 88 gère un budget annuel de 5 millions d'euros qui finance le fonctionnement de structures d'hébergement et de logement adapté. Une grande partie est destinée aux aides aux associations agréées, structures porteuses des différents type d'hébergement. Ces aides sont issues de 4 programmes : les BOP 177, 104, 106, 303	Pilotage : DDCSPP	Circulaire DGCS/USH/BP no 2011-85 du 4 mars 2011 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement et insertion » et à la contractualisation entre l'Etat et les opérateurs pour 2011	Le dialogue avec les associations autour de l'attribution de ces crédits permet d'ajuster l'offre sur le territoire si de besoin.

Accès et maintien dans le logement autonome pour les plus démunis

Outil	Principes	Modalité d'intervention de l'État	Références	Utilité de l'outil vis à vis de l'enjeu
Plan Départemental pour l'Accès au Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD)	Mesures destinées à permettre aux personnes éprouvant des difficultés d'accéder à un logement décent et indépendant ou de s'y maintenir. En matière de prévention des expulsions locatives, le plan définit : - les objectifs à atteindre en matière de réduction du nombre de commandements de quitter les lieux et du nombre d'expulsions locatives, - les actions principales à mener à cette fin en tenant compte de la Charte pour la prévention des expulsions locatives, - les modalités de concours du département, des communes et EPCI, des organismes sociaux compétents et des associations spécialisées.	Elaboration et mise en œuvre conjointe par l'État et le Conseil Général Évaluation conjointe et concomitante à un nouveau plan	loi n°90-449 du 31 mai 1990 Décret 2007-1688 du 29 novembre 2007 relatif aux PDALPD	L'objectif principal du PDALPD est de mettre en place des mesures destinées à permettre aux personnes éprouvant des difficultés d'accéder à un logement décent et indépendant ou de s'y maintenir. Il permet aux différents partenaires de se coordonner afin d'offrir des solutions de logements aux personnes relevant du plan. Il chapeaute des dispositifs permettant l'accès au logement comme le contingent préfectoral ou le maintien dans le logement comme la CCAPEX.
Engagements des organismes HLM dans leurs Conventions d'Utilité Sociale (CUS) 2010-2016	La CUS est une convention d'une durée de 6 ans. La CUS a pour objet de préciser la politique patrimoniale et d'investissement de l'organisme (plan de mise en vente des logements, constructions) ; la politique sociale de l'organisme, (plan d'actions pour l'accueil des populations sortant des dispositifs d'accueil, d'hébergement et d'insertion ...) ; la politique de l'organisme pour la qualité du service rendu aux locataires. Sur chaque aspect, elle comporte un état des lieux ; des orientations stratégiques et un programme d'action.	Contractualisation organisme HLM / Etat + selon le cas signature de la collectivité de rattachement	loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion n°2009-108 du 25 mars 2009, Décret no 2009-1486 du 3 décembre 2009 relatif aux conventions d'utilité sociale des organismes d'habitations à loyer modéré	La CUS est le support de la politique sociale de l'organisme et définit les engagements en la matière. Elle comporte notamment un volet et des indicateurs sur la prévention des expulsions en détaillant les mesures prises par le bailleur pour favoriser le maintien dans les lieux.
Charte de prévention des expulsions	Charte partenariale ayant pour objectifs : - de mobiliser tous les partenaires afin d'éviter que les personnes en situation de pauvreté ou de précarité ne se retrouvent un jour expulsées de leur logement (coordination avec les dispositifs du PDALD), - de prévenir le plus possible les procédures contentieuses par la mise en œuvre des aides que peuvent attendre les locataires en réelle difficulté, - d'utiliser au mieux les dispositifs existants, - de rechercher les solutions les plus adéquates pour ces locataires.	Partenariat État, collectivités, bailleurs sociaux, CAF, UNPI, FNAIM ...	Loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions	La charte est l'outil de coordination des partenaires du PDALPD sur le thème de la prévention des expulsions. Elle permet de décider conjointement d'actions afin de permettre le maintien dans les lieux de personnes menacée d'expulsions.
Financement du logement social	Le financement des opérations locatives sociales requiert la mobilisation de différentes aides - subventions, aides fiscales, aides de circuit – et l'intervention souvent simultanée de l'Etat, des collectivités locales et du 1% Logement.	Programmation et répartition des crédits au niveau régional (DREAL) puis déclinaison départementale.		Faciliter l'accès au logement pour ces populations passent en premier lieu par une augmentation quantitative des logements dont le coût est en adéquation avec leurs ressources. Le financement de logements en PLAI permet notamment l'accueil de ménages à très faibles revenus dans le parc social.
Conventionnement dans le parc privé (ANAH)	Inciter les bailleurs privés à pratiquer des loyers maîtrisés destinés à des locataires sous conditions de ressources. Le bailleur bénéficie d'une déduction fiscale sur les loyers perçus et peut bénéficier d'aide à la réalisation de travaux d'amélioration. Orienter préférentiellement et abonder les aides de l'ANAH afin de favoriser la production de logements locatifs privés à loyers conventionnés social et très social.	Instruction en DDT	Art L321-3 à 12 et L 353-2 à 21 du CCH	En complément des logements du parc public, les logements conventionnés à loyer très social permettent ainsi de loger des ménages à très faibles revenus dans le parc privé.
Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale (MOUS) relogement	Cette démarche associe localement des équipes pluridisciplinaires (action sociale et logement) pour concevoir et mettre en œuvre des " solutions logements " adaptées aux besoins de personnes défavorisées. Elle est généralement ciblée sur des ménages marginalisés nécessitant une action d'insertion spécifique. Elle suppose la mobilisation de toutes les solutions (juridiques et financières) envisageables pour assurer le volet technique (produire des logements adaptés à la situation des personnes concernées) et le volet social (accompagnement du ménage).	Pilotage : collectivités avec participation financière de l'Etat	Loi du 31 mai 1990 pour la mise en oeuvre du droit au logement	La MOUS est un dispositif permettant de concentrer les moyens sur les situations les plus complexes. Elle vise à trouver des solutions définitives pour des personnes pour lesquelles les solutions habituelles ne peuvent être appliquées.
Fond Solidarité Logement (FSL)	Le fonds de solidarité pour le logement (FSL) accorde des aides financières aux personnes en difficulté pour leur permettre d'accéder à un logement ou de s'y maintenir. Elles s'appliquent à tous les secteurs locatifs (parc public ou privé). Fonctionnement Les conditions d'octroi des aides ainsi que les modalités de fonctionnement du fonds sont déterminées par chaque département dans un règlement intérieur. Ce règlement intérieur est publié au recueil des actes administratifs de chaque département.	Pilotage : Conseil général. Financement : Etat, Conseil Général et autres partenaires (CAF)	loi n°90-449 du 31 mai 1990	Le FSL est le dispositif permettant de fournir des aides directes aux ménages pour un accès (dépôt de garantie) et un maintien dans le logement (apurement de dettes, accompagnement social).
Utilisation du contingent préfectoral	Logements sociaux réservés à l'État, mobilisés pour les ménages « mal logés » notamment dans le cadre du DALO.		Décret n°2011-176 du 15 février 2011 relatif à la procédure d'attribution des logements sociaux et au droit au logement opposable	Les logements du contingent peuvent être mobilisés pour loger les personnes défavorisées relevant du PDALPD et notamment celles relevant du DALO. Il constitue un outil permet de proposer directement un relogement à certains ménages.
Commission de médiation Droit Au Logement Opposable (DALO)	La Commission DALO est une procédure visant à assurer l'accès à un logement ou un hébergement pour un ménage répondant aux critères de la loi. Elle constitue un ultime recours une fois que l'ensemble des dispositifs de droit commun se soient révélés infructueux.	Présidence de la commission nommée par le Préfet, secrétariat assuré par l'Etat	Loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale, loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion n°2009-108 du 25 mars 2009	La recours DALO est le dispositif de dernier recours visant à trouver des solutions de relogement ou d'hébergement aux personnes correspondant aux critères de la loi.
Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions (CCAPEX)	Cette commission a pour objectif d'optimiser le dispositif de prévention des expulsions en coordonnant l'action des différents partenaires concernés. Elle est compétente pour l'ensemble des impayés locatifs.	Co-présidée par le Préfet et le Président du Conseil Général	la loi du 25 mars 2009, loi d'engagement national pour le logement, et circulaire du 31 décembre 2009 du ministère de l'écologie	La CCAPEX permet de mettre en œuvre de manière renforcée le dispositif de prévention des expulsions mis en place dans la charte sur les cas les plus difficiles qui font l'objet d'un examen en commission. L'objectif lors du passage en commission est de mutualiser les moyens des parties prenantes afin d'aboutir au maintien dans les lieux.
Commission de surendettement	Commission départementale traitant les situations de surendettement des particuliers.	Présidence de la commission par le Préfet, vice-présidence par le responsable départemental de la DGFiP	Décret n° 2010-1304 du 29 octobre 2010 relatif aux procédures de traitement des situations de surendettement des particuliers	La commission traite des situations d'endettement afin de pouvoir maintenir les locataires en difficultés financières dans leur logement. Elle peut notamment suspendre la procédure d'expulsion, ce qui participe directement du maintien dans les lieux.

Équilibre territorial dans l'offre de logement (mixité sociale)

Outil	Principes	Modalité d'intervention de l'État	Références	Utilité de l'outil vis à vis de l'enjeu
Orientations dans les notes d'enjeux des Schémas de Cohérence Territoriaux (SCoT)	Le SCoT définit les objectifs relatifs à l'équilibre social de l'habitat et à la construction de logements sociaux.	Avis de l'État sur projet de SCOT : le préfet émet un avis sur le projet de document dans les 3 mois suivant la consultation et l'avis est joint au dossier d'enquête publique.	Art L121-2 (porter à connaissance) Articles L.122-1 à L.122-19 du code de l'Urbanisme	Le SCoT définit les objectifs relatifs à l'équilibre social de l'habitat et à la construction de logements sociaux.
Dispositions dans les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)	Le projet d'aménagement et de développement durable du PLU définit les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues pour l'ensemble de la commune.	Avis de l'État sur projet PLU arrêté : le préfet émet un avis sur le projet de document dans les 3 mois suivant la consultation et l'avis est joint au dossier d'enquête publique. la DDT peut assister la collectivité dans l'élaboration de son document	Art L121-2 (porter à connaissance) Art R123-3 du code de l'urbanisme Art L123-2 b du code de l'urbanisme Loi Engagement National pour le Logement du 13 juillet 2006 Loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000	La servitude spécifique de logement social applicable dans les zones U et AU permet de délimiter des secteurs dans lesquels les programmes de logements devront comporter obligatoirement des catégories de logements définies par le PLU, c'est-à-dire un emplacement réservé aux catégories de logements locatifs définies par le PLU dans le respect des objectifs de mixité sociale. Cet outil permet de diffuser des logements sociaux sur différents territoires et assurer une meilleure répartition des logements HLM.
Dispositions/actions dans les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH)	Afin de préserver l'accès au logement social et la mixité sociale des quartiers, le PLH peut prévoir, ainsi que l'y autorise la loi, d'exonérer du SLS l'ensemble des quartiers prioritaires de la politique de la ville . En l'absence de SCoT, le PLH indique comment prendre en compte l'objectif de mixité sociale.	Association de l'État dans l'élaboration des PLH	Art. R302-6 du CCH Art. L441-4 du CCH loi Mlle du 25 mars 2009	Le document d'orientation du PLH énonce des principes et objectifs en matière de mixité mais aussi d'offre suffisante, diversifiée et équilibrée entre les communes de l'EPCI.
Plan Départemental de l'Habitat (PDH)	Assurer la cohérence entre les politiques de l'habitat menées par les territoires couverts par les PLH et celles menées dans le reste du département.	Élaboration conjointe entre l'État, le Conseil Général et les EPCI ayant adopté un PLH	Art 68 de la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement Cirulaire n° 2007-32 du 2 mai 2007 relative à la mise en œuvre des plans départementaux de l'habitat Art L302-10 à 11 et R 302-10 à 11 du CCH	Le PDH assure la cohérence de la politique de l'habitat sur le département notamment dans les territoires non couverts par un PLH. Il a ainsi vocation à assurer l'équilibre territorial en formalisant avec les collectivités une politique de l'habitat sur tous les territoires, garante d'un meilleur équilibre territorial.
Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS)	Contrat passé entre l'État et les collectivités territoriales qui engage chacun des partenaires à mettre en œuvre des actions concertées pour améliorer la vie quotidienne des habitants dans les quartiers connaissant des difficultés. Le contrat s'articule autour de 3 axes dont l'un est un projet global de cohésion sociale.	Elaboré à l'initiative conjointe du maire, ou du président de l'EPCI, et du Préfet de département et en concertation avec le Préfet de région	Le cadre général et les orientations ont été définis par le comité interministériel à la ville (CIV) du 9 mars 2006. articles 1 et 2 de la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine du 1er août 2003 Cirulaire du 1er juillet 2010 relative à la prolongation des CUCS	Le CUCS intègre un projet global de cohésion sociale qui retrace les actions définies afin de favoriser la mixité sociale dans les quartiers couverts par le CUCS. Il permet un traitement de la mixité sociale à l'échelle du quartier.
Programme National de Requalification des Quartiers Anciens (PNRQAD)	Le programme national de requalification des quartiers anciens dégradés vise à engager les actions nécessaires à une requalification globale de ces quartiers tout en favorisant la mixité sociale, en recherchant un équilibre entre habitat et activités et en améliorant la performance énergétique des bâtiments. Le programme concerne les 25 quartiers (plus 15 au titre de l'ingénierie) sélectionné suite à un appel à projet, dont la liste est fixée par décret. Ils présentent soit une concentration élevée d'habitat indigne et une situation économique et sociale des habitants particulièrement difficile, soit une part élevée d'habitat dégradé vacant et un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements.	Collectivités (commune ou EPCI), convention entre le porteur de projet et l'ANRU, l'Etat, l'Anah et la CDC	loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion n°2009-108 du 25 mars 2009, articles 25, 26, 27 et 46	Le PNRQAD vise des objectifs de mixité sociale sur ces quartiers.
Convention de rénovation urbaine / Opération de rénovation urbaine	La loi du 1er août 2003 fixe comme objectif aux opérations de renouvellement urbain de «restructurer, dans un objectif de mixité sociale et de développement durable, les quartiers classés en zones urbaines sensibles».	Convention entre l'État, l'ANRU, les collectivités, les bailleurs sociaux, la CDC	loi n°2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine	Favoriser la mixité sociale constitue un des objectifs affichés par les conventions d'opération ANRU.
Actions de l'Établissement Public Foncier de Lorraine (EPFL)	Un EPFL réalise des acquisitions foncières et des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains.	Services de l'État ne sont pas membres du Conseil d'Administration mais les Préfets et le DREAL peuvent assister aux séances du Conseil Le Préfet de région peut inscrire une question à l'ordre du jour d'un conseil d'administration	décret institutif n°73-250 du 7 mars 1973 modifié par le décret n°87-204 du 27 mars 1987 puis par les décrets n° 2001-1235 du 20 décembre 2001, n°2004-1150 du 28 octobre 2004 et n°2009-15 42 du 11 décembre 2009	L'EPFL contribue à la mixité sociale en s'associant à la mise en œuvre de stratégies globales d'aménagement des territoires (SCOT, PLH, PLU). Il constitue un des acteurs opérationnel permettant la mise en œuvre des stratégies élaborées dans les documents de planification
Aides à la pierre et la possibilité de délégation	Les aides à la pierre concernent la construction, l'acquisition, la réhabilitation et la démolition de logements locatifs sociaux, les aides destinées à la rénovation de l'habitat privé, ainsi que celles en faveur de la location accession et de la création de places d'hébergement d'urgence. L'État peut les déléguer aux CU, CA, EPCI à PLH et départements. La délégation porte sur l'attribution des aides à la pierre en faveur du développement de l'offre de logements locatifs sociaux et l'amélioration du parc existant (parc public et parc privé), la délégation couvre également les crédits ANAH et la création et l'amélioration de places d'hébergement d'urgence.	Négociations des conventions en tenant compte des arbitrages rendus par le Préfet de région Préfet de département aidé des DREAL et DDT Évaluation des délégations par les DDT	loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales (modifiée) Décret n°2005-416 du 3 mai 2005 relatif aux conditions d'attribution des aides à la construction, à l'acquisition et à la réhabilitation de logements Art L301-5-1, L301-5-2, R301-5-1 et R301-5-2 du CCH	Les aides à la pierre doivent contribuer à atteindre le seuil des 20% de logements locatifs sociaux dans les communes soumises à la loi SRU, elles participent ainsi à augmenter la mixité sociale sur un territoire et à mieux répartir le parc social entre les communes dans une logique de solidarité territoriale.
Conventionnement dans le parc privé (ANAH)	Inciter les bailleurs privés à pratiquer des loyers maîtrisés destinés à des locataires sous conditions de ressources. Le bailleur bénéficie d'une déduction fiscale sur les loyers perçus et peut bénéficier d'aide à la réalisation de travaux d'amélioration.	Instruction en DDT	Art L321-3 à 12 et L 353-2 à 21 du CCH	Les logements à loyer très social dans le parc privé favorisent la mixité sociale au sein de ce parc en permettant la cohabitation de ménages aux niveaux de revenus différents. Ils permettent une diffusion des logements à loyers très sociaux au sein des territoires, l'offre HLM étant souvent concentrée dans certains quartiers et certaines communes.

Attractivité des centres-villes / lutte contre l'étalement urbain / lutte contre l'augmentation des déplacements (½)

Outil	Principes	Modalité d'intervention de l'État	Références	Utilité de l'outil vis à vis de l'enjeu
Orientations dans les notes d'enjeux des Schémas de Cohérence Territoriaux (SCoT)	Profiter de l'élaboration d'un SCoT afin de promouvoir la consommation raisonnée de foncier, la mise sur le marché de typologies de logements compactes et denses, privilégier la construction et le renouvellement de la ville sur elle-même ...	Avis de l'État sur projet de SCoT : le préfet émet un avis sur le projet de document dans les 3 mois suivant la consultation et l'avis est joint au dossier d'enquête publique.	Articles L.122-1 à L.122-19 du code de l'Urbanisme	Les orientations des SCoT, dans l'esprit des lois Grenelle, favorisent une consommation raisonnée du foncier disponible afin de limiter les phénomènes d'étalement urbain et de périurbanisation. Elles renforcent également l'articulation entre les politiques de transports et d'urbanisation : densification autour des lignes de TC par exemple. Cela permet d'avoir une stratégie globale à même d'assurer un équilibre en renouvellement du centre-ville et développement périphérique.
Dispositions dans les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU)	Inciter les communes à systématiser l'optimisation des surfaces constructibles sur les parcelles à vocation d'habitat afin de rentabiliser le foncier disponible. Utiliser le coefficient d'occupation du sol inscrit dans le PLU qui détermine la densité de construction admise.	Avis de l'État sur projet PLU arrêté : le préfet émet un avis sur le projet de document dans les 3 mois suivant la consultation et l'avis est joint au dossier d'enquête publique. la DDT peut assister la collectivité dans l'élaboration de son document	Art R123-10 du code de l'urbanisme	Les prescriptions des PLU doivent inciter les communes à systématiser l'optimisation des surfaces constructibles sur les parcelles à vocation d'habitat afin de rentabiliser le foncier disponible. A cette fin, elles peuvent utiliser le coefficient d'occupation du sol inscrit dans le PLU qui détermine la densité de construction admise. La réponse à l'enjeu passera aussi par une nécessaire harmonisation des stratégies d'urbanisation à l'échelle intercommunale. L'Etat est dans son rôle en incitant les collectivités à établir des PLU intercommunaux.
Programme National de Requalification des Quartiers Anciens (PNRQAD)	Le programme national de requalification des quartiers anciens dégradés vise à engager les actions nécessaires à une requalification globale de ces quartiers tout en favorisant la mixité sociale, en recherchant un équilibre entre habitat et activités et en améliorant la performance énergétique des bâtiments. Le programme concerne les 25 quartiers (plus 15 au titre de l'ingénierie) sélectionnés suite à un appel à projet, dont la liste est fixée par décret. Ils présentent soit une concentration élevée d'habitat indigne et une situation économique et sociale des habitants particulièrement difficile, soit une part élevée d'habitat dégradé vacant et un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements.	Collectivités (commune ou EPCI), convention entre le porteur de projet et l'ANRU, l'Etat, l'Anah et la CDC	loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion n°2009-108 du 25 mars 2009, articles 25, 26, 27 et 46	Le PNRQAD vise des quartiers anciens qui sont souvent centraux dans les villes et les agglomérations concernées. Cela constitue donc une opportunité de revalorisation du centre-ville lorsque les politiques de droit commun (OPAH) se sont révélées insuffisantes pour redynamiser le secteur concerné.
Agenda 21	Projet dont l'objectif est de mettre en œuvre progressivement, et de manière pérenne, le développement durable à l'échelle d'un territoire. Il favorise une politique habitat appuyée sur la haute qualité environnementale, la valorisation du parc existant et la reconquête des espaces disponibles.	Porté par une collectivité et mené en concertation avec les élus, habitants, associations, entreprises, services déconcentrés de l'État ...	Stratégie Nationale de Développement Durable	L'agenda 21 favorise une politique habitat appuyée, entre autre, sur la valorisation du parc existant et la reconquête des espaces disponibles.
Document d'Aménagement Commercial (DAC)	La Loi de modernisation de l'économie a institué que les SCOT peuvent comprendre un DAC qui lui même peut définir des zones d'aménagement commercial. Ces dernières doivent tenir compte des exigences d'aménagement du territoire, de protection de l'environnement ou de qualité de l'urbanisme spécifiques à certaines parties du territoire couvert par le SCoT. Le DAC est intégré au SCOT après enquête publique.	Association à l'élaboration du SCoT dans lequel est intégré le DAC	loi de modernisation de l'économie (LME) du 4 août 2008, articles L122-1 du code de l'urbanisme et L752-1 du code de commerce	Le DAC constitue une réponse à une série de trois questions : quelle quantification, quelle qualification et quelle localisation donner au développement commercial dans le territoire concerné ? Le DAC peut ainsi exprimer une stratégie commerciale à même de répondre aux enjeux de revitalisation des centres-villes sur cet aspect là.
Plan de Déplacements Urbain (PDU)	Il s'agit d'une document de planification global en matière de transport qui prend en compte l'ensemble des modes de déplacements. Il est élaboré par une autorité organisatrice de transport et est obligatoire pour les collectivités de plus de 100 000 habitants. Il définit des objectifs relatifs aux différents modes de transport et décline des actions pour y parvenir.	Association de l'État à l'élaboration du PDU par la collectivité en tant que partenaires, voir gestionnaire de voirie.	Loi d'orientation de transports intérieurs (LOTI) de 1982, loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle 2 »	Le PDU peut s'intéresser à l'articulation entre urbanisme et transport en formulant des préconisations à destination du PLU (par exemple : les zones prioritaires à ouvrir à l'urbanisation à proximité des transports en commun ou le nombre de places de stationnement à prévoir par logement dans les programmes neufs). Pour ce faire, il faut que la gouvernance au niveau local soit efficace notamment entre l'AOT en charge du PDU et la collectivité (commune ou EPCI) en charge du PLU. Il est à noter que la loi dite « Grenelle 2 » offre la possibilité d'une intégration du PDU dans le PLU.

Attractivité des centres-villes / lutte contre l'étalement urbain / lutte contre l'augmentation des déplacements (2/2)

Outil	Principes	Modalité d'intervention de l'État	Références	Utilité de l'outil vis à vis de l'enjeu
Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE)	Le schéma fixe, à l'échelon du territoire régional et aux horizons 2020 et 2050 : les orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter, les orientations permettant de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets ainsi que, par zones géographiques, les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération.	Le document est élaboré conjointement par le Préfet de Région via la DREAL et le Président du Conseil Régional.	article 68 de loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle 2 », décret n°2011-678 du 16 juin 2011 relatif aux schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie	Le schéma a pour objectif la maîtrise de la demande en énergie. L'étalement urbain, et son corolaire l'augmentation des déplacements, sont très consommateurs en la matière. Le document peut donc formuler des préconisations en matière de politique de transport.
Plan Climat Énergie Territorial (PCET)	Ce plan détaille les objectifs stratégiques et opérationnels de la collectivité afin d'atténuer et lutter efficacement contre le réchauffement climatique. Il contient un programme des actions à réaliser ainsi qu'un dispositif de suivi et d'évaluation des résultats. Il est à noter que la loi Grenelle 2 rend obligatoire l'élaboration de Plans Climat Énergie Territoriaux (PCET) pour les collectivités locales de plus de 50 000 habitants.	Sensibilisation et conseil auprès des collectivités de petite taille souhaitant se lancer dans la démarche	loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement dite Grenelle 1, décret n°2011-829 du 11 juillet 2011 relatif au bilan des émissions de gaz à effet de serre et au plan climat-énergie territorial	Le PCET peut impulser des actions visant à être retranscrites dans les documents de planification (SCoT, PLU, PLH voir PDU) sur des questions telles que la densité des constructions, l'accessibilité en transport en commun, la mixité des fonctions.
Développement des écoquartiers	Les écoquartiers constituent une nouvelle façon de concevoir et de réaliser des projets urbains en y intégrant l'ensemble des composantes du développement durable. Ils permettent notamment de répondre aux besoins résidentiels en proposant des logements adaptés, bien insérés au sein du territoire et techniquement performants. A terme, le développement de projets d'écoquartier a vocation à constituer un levier vers un aménagement et une structuration durable des territoires.	Conseil amont et assistance tout au long des opérations auprès des collectivités maîtres d'ouvrage / production de référentiels / animation de réseaux sur le sujet (club départementaux, régionaux, nationaux)	Article 7 de la LOI n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (1) dite loi Grenelle I	Les écoquartiers constituent des projets vitrines à même d'enclencher un processus de redynamisation à leur frange. Ainsi, la mise en valeur de friches urbaines, de dents creuses, situées en centre-ville peut avoir un effet de levier sur l'ensemble du secteur.
Actions de l'Établissement Public Foncier de Lorraine (EPFL)	Un EPFL réalise des acquisitions foncières et des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains.	Services de l'État ne sont pas membres du Conseil d'Administration mais les Préfets et le DREAL peuvent assister aux séances du Conseil Le Préfet de région peut inscrire une question à l'ordre du jour d'un conseil d'administration	décret institutif n°73-250 du 7 mars 1973 modifié par le décret n°87-204 du 27 mars 1987 puis par les décrets n° 2001-1235 du 20 décembre 2001, n°2004-1150 du 28 octobre 2004 et n°2009-15 42 du 11 décembre 2009	Les interventions de l'EPFL peuvent concerner la restructuration de centre-ville, la réhabilitation de quartiers vétustes et le traitement de friches industrielles en zone urbaine ou péri-urbaine offrant ainsi des alternatives foncières au développement périphérique sur des terres agricoles, dont la mutation est en général moins onéreuse.
Association Foncière Urbaine (AFU)	L'AFU a pour objet le remembrement de parcelles et la modification de l'assiette des droits de propriété, des charges et des servitudes y attachées. Le remembrement parcellaire peut porter aussi bien sur des parcelles bâties que sur des parcelles non bâties. Il consiste en une modification des droits de propriété de chaque propriétaire. Pour qu'elle soit capable de mener à bien sa mission l'association possède un certain nombre de pouvoir.	Conseil amont et assistance de la collectivité tout au long de l'opération	loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967, article L. 322-1 et suivants du Code de l'Urbanisme	Le remembrement se fait dans le but de rendre les parcelles constructibles. L'AFU constitue donc un moyen de permettre l'urbanisation de secteurs pertinents mais qu'il était impossible de construire jusqu'à présent faute d'un parcellaire foncier cohérent.
Zone d'Aménagement Concerté (ZAC)	La ZAC est une opération publique d'aménagement qui offre aux collectivités publiques un cadre juridique, financier et technique adapté et leur permet d'engager une opération importante, complète et cohérente d'aménagement de l'espace urbain. Il s'agit, selon les cas, de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain.	Conseil amont et assistance de la collectivité tout au long de l'opération	loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967, loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2010, article L. 311-1 du code de l'urbanisme	En raison de sa polyvalence, une ZAC peut combiner l'aménagement et l'équipement d'une zone en vue de la réalisation de constructions à usage d'habitation, de commerce, d'industries, de services et d'installations ou d'équipements collectifs publics ou privés. Elle constitue donc un moyen de revitalisation de secteurs d'une collectivité, notamment en vue de faire muter des secteurs urbains à
Droit de Prémption Urbain (DPU)	Ce droit permet à la commune d'acquérir prioritairement un bien foncier ou immobilier lorsqu'il est sur le point d'être vendu. Préalablement à la vente, la commune doit s'exprimer sur sa volonté d'user de son droit de prémption. Si elle choisit de le faire, elle devient prioritaire pour l'acquisition du bien. Sinon, la vente suit son cours normal. Les communes dotées d'un PLU, d'un POS ou d'une carte communale peuvent mettre en place ce dispositif sur la base d'une délibération spécifique du conseil municipal.	Conseil de la collectivité sur l'opportunité de mettre en place ce dispositif	articles L 211-1 et suivants, R 211-1 et suivants du code de l'urbanisme	Grâce au droit de prémption urbain, une commune peut ainsi acquérir des biens dont elle a besoin pour mener ses projets d'aménagement. Cela lui permet de constituer une réserve foncière pertinente en vue de la mise en œuvre ultérieure de la politique de développement qu'elle aura défini.

Remise sur le marché de logements privés vacants / Stratégie de développement alternative à l'urbanisation nouvelle

Outil	Principes	Modalité d'intervention de l'État	Références	
Orientations dans les notes d'enjeux des SCoT, PLU, PLH	Profiter de l'élaboration d'un document d'urbanisme ou d'un programme de politique de l'habitat afin de promouvoir une action sur la vacance	Avis de l'État sur projet de SCoT : le préfet émet un avis sur le projet de document dans les 3 mois suivant la consultation et l'avis est joint au dossier d'enquête publique.	Articles L.122-1 à L.122-19 du code de l'Urbanisme	
Dispositions / actions dans les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH)	Le diagnostic du PLH analyse la situation existante notamment l'adéquation offre-demande de logements sur les différents segments du marché local de l'habitat.	Association de l'État dans l'élaboration des PLH	Article R302-6 du CCH loi Mlle du 25 mars 2009	Les PLH doivent effectuer un diagnostic de la vacance et mettre en place des actions afin d'en limiter l'importance. L'État (la DDT) peut faire valoir dans les enjeux du PAC la nécessité de bien analyser les caractéristiques de cette vacance (durée, état et âge du parc...) afin de déterminer si la remise sur le marché de ces logements serait en adéquation avec les besoins du territoire.
Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ou Programme d'Intérêt Général (PIG)	Programmes qui permettent de traiter les difficultés d'un territoire en matière d'habitat en incitant les propriétaires bailleurs et/ou occupants à effectuer des travaux. Ces programmes se déclinent sous forme thématiques, l'une d'elles est la sortie de vacance. L'ANAH contribue à remettre sur le marché locatif des biens précédemment vacants, via un dispositif incitatif. Les propriétaires bailleurs doivent systématiquement conventionner leurs logements et ainsi bénéficier en retour d'un abattement fiscal voir d'une aide en cas de travaux.	convention entre les EPCI, l'État et l'ANAH Instruction des dossiers d'aides en DDT	circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 du 8 novembre 2002 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général	Les OPAH et les PIG peuvent intégrer une thématique « remise sur le marché de logements vacants ». Néanmoins, celle-ci n'est plus une priorité de l'ANAH en 2011.

Lutte contre la précarité énergétique

Outil	Principes	Modalité d'intervention de l'État	Références	Utilité de l'outil vis à vis de l'enjeu
Dispositions dans les PLH	Compléter et affiner la connaissance des performances énergétiques des bâtiments (repérage des situations de précarité énergétique). Encourager l'amélioration des logements en anticipant les normes fixées par la prochaine réglementation thermique (basse consommation d'énergie).	Association de l'État dans l'élaboration des PLH	Article R302-6 du CCH loi Mlle du 25 mars 2009	La précarité énergétique constitue un enjeu majeur de la politique de l'habitat (engagement national contre la précarité énergétique). A ce titre les enjeux de l'État dans le PAC de PLH doivent la mentionner. La DDT doit profiter de son association à l'élaboration des PLH pour sensibiliser les EPCI à la problématique. Cela peut se traduire par la mise en avant de l'intérêt social des mesures de lutte (maintien des populations en place), les aspects environnementaux (réduction de la consommation d'énergie) et les aspects d'aménagement (renforcer l'attractivité du parc de logements dans certains secteurs).
Conventions d'Utilité Sociale (CUS)	La CUS a pour objet de préciser : - la politique patrimoniale et d'investissement de l'organisme ; - la politique sociale de l'organisme, développée dans le cahier des charges de gestion sociale ; - la politique de l'organisme pour la qualité du service rendu aux locataires. Un des axes d'actions est « Entretien et améliorer le patrimoine existant ». Repérer ainsi dans le parc social, par l'intermédiaire des Plans stratégiques de patrimoine, les logements et bâtiments qui nécessitent des travaux d'amélioration thermique.	Conventions signées entre l'État et les bailleurs sociaux Suivi effectué par les DDT	loi Mlle du 25 mars 2009 Décret n°2009-1486 du 3 décembre 2009 relatif aux conventions d'utilité sociale des organismes d'habitations à loyer modéré	Les bailleurs sociaux s'engagent dans les CUS sur des objectifs de réhabilitation thermique ce qui permet d'avoir une vision prévisionnelle sur 6 ans des travaux qui vont être menés.
Opération de rénovation urbaine	Selon la loi Grenelle 1, dès la fin 2010 tous les bâtiments neufs de types publics, tertiaires ou logements sociaux construits dans le cadre du programme de rénovation urbaine devront présenter une consommation d'énergie primaire inférieure à 50 kWh/m2.an : bâtiments dits « basse consommation » ou « BBC ».	Convention entre l'État, l'ANRU, les collectivités, les bailleurs sociaux, la CDC	loi n°2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement	Selon la loi Grenelle 1, dès la fin 2010 tous les bâtiments neufs de logements sociaux construits dans le cadre du programme de rénovation urbaine devront présenter une consommation d'énergie BBC. Cela aura de fait un aspect préventif sur la question de la précarité énergétique. Il faudra prendre garde que cette nouvelle offre ne fasse concurrence au parc plus ancien et engendre une vacance supplémentaire sur certains territoires.
Éco-prêt logement social	Éco-prêt proposé par la CDC pour la réhabilitation thermique de logements sociaux classés E, F ou G. 1er programme d'amélioration de la performance énergétique de logements sociaux concerne 500 logements de l'OPH des Vosges	Convention entre l'État et l'USH	Art. 5 de la loi n° 2009-967 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement	L'éco-prêt permet aux bailleurs sociaux d'obtenir des fonds pour assurer une réhabilitation thermique de leur parc de logements (objectifs lois Grenelle à respecter) : cela permet de diminuer les consommations énergétiques dans le parc social et d'avoir un effet d'entraînement sur toutes la filière du bâtiment afin qu'elle se professionnalise par rapport aux techniques d'amélioration énergétique.
Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) avec un volet « énergie »	Programmes qui permettent de traiter les difficultés d'un territoire en matière d'habitat en incitant les propriétaires bailleurs et/ou occupants à effectuer des travaux. Les opérations programmées se déclinent en plusieurs catégories pour permettre notamment des économies d'énergie dans les logements. Depuis janvier 2009, l'ANAH impose une obligation d'évaluation énergétique (DPE) avant et après travaux pour tous les travaux supérieurs à 25 000 € HT/logement (environ 35 % des bailleurs aidés) ou en cas de demande de primes spécifiques. Le coût de ce diagnostic reste gratuit dans le cadre d'une OPAH à volet énergie.	convention entre les EPCI, l'État et l'ANAH Instruction des dossiers d'aides en DDT		Les OPAH peuvent intégrer un volet « précarité énergétique » qui permet ainsi une aide supplémentaire aux ménages demandeurs en terme d'aide au montage de dossiers et de cibler ainsi les personnes les plus fragiles économiquement. Ce type d'opérations peut être combiné à d'autres objectifs comme la lutte contre l'habitat indigne (Cf. enjeu : amélioration de la qualité des logements).
Fonds FEDER (Fonds Européen de Développement Régional)	Le FEDER vise à réduire les principaux déséquilibres régionaux dans la Communauté. Le FEDER est donc l'un des instruments de financement privilégiés au titre de la politique de cohésion en soutenant le développement et l'ajustement structurel des économies régionales ainsi que la coopération transfrontalière, transnationale et transrégionale. La révision en 2008 du règlement FEDER (art.7) a permis le financement des travaux d'efficacité énergétique dans les logements existants.	Préfets de région assurent la double fonction d'autorité de gestion et d'autorité de paiement Dans le cadre de la procédure dite de "subvention globale", les collectivités peuvent assumer, dans leur domaine de compétences, la gestion déléguée d'une partie du programme de leur région	règlement général règlement (CE) du Conseil du 21 juin 1999 (n° 1260/1999), portant dispositions générales sur les fonds structurels Art 7 du règlement FEDER	Le règlement FEDER permet le financement des travaux d'efficacité énergétique dans les logements existants. Ces projets co-financés par le FEDER ont vocation à réduire la consommation d'énergie des logements sociaux (réduction de l'impact environnemental) mais surtout lutter contre la précarité énergétique des habitants (aspect social)
Aides du Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique (FART)	Les aides du FART sont conditionnées par la mise en place d'un Contrat Local d'Engagement (CLE) à l'échelle du département - Aide de Solidarité Énergétique (ASE) : aide complémentaire aux subventions ANAH permettant un gain d'au moins 25% de la consommation d'énergie, elle peut être complétée par une aide émanant de la collectivité - aide à l'ingénierie sociale, financière et technique pour accompagner les ménages Le CLE doit assurer une cohérence avec le PDALPD.	le CLE est élaboré sous l'autorité du Préfet, représentant de l'État, délégué de l'ANAH dans le département et signataire (pour le compte de l'État et de l'ANAH) Délégués de compétence co-signataires du CLE Autres organismes pouvant être associés : CAF, caisses de retraite, MSA, région, fournisseurs d'énergie... Instruction des dossiers en DDT	Art. 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 relative au programme d'investissements d'avenir Arrêté du 6 septembre 2010 relatif au règlement des aides du FART Instruction du 8 octobre 2010 relative aux aides du FART pouvant être octroyées en complément des aides de l'ANAH	Les aides du FART sont dédiées à la lutte contre la précarité énergétique, elles sont destinées prioritairement aux propriétaires occupants à faibles revenus et participent du traitement social des ménages en difficulté par rapport à leurs factures d'énergie.

Amélioration de la qualité du parc de logements existant / Stratégie de développement alternative à l'urbanisation nouvelle (1/2)

Outil	Principes	Modalité d'intervention de l'État	Références	Utilité de l'outil vis à vis de l'enjeu
Dispositions dans les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH)	Le diagnostic du PLH inclut un repérage des situations d'habitat indigne et des copropriétés dégradées.	Association de l'État dans l'élaboration des PLH	Article R302-6 du CCH loi Mlle du 25 mars 2009	Le diagnostic du PLH inclut obligatoirement un repérage des situations d'habitat indigne et des copropriétés dégradées. Il permet de constituer un socle de connaissances qui peut s'avérer utile afin de définir les actions opérationnelles à mener
Plan Départemental pour l'Accès au Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD)	Mesures destinées à permettre aux personnes éprouvant des difficultés d'accéder à un logement décent et indépendant ou de s'y maintenir. En matière de lutte contre l'habitat indigne, le plan définit : - les objectifs à atteindre en matière de nombre de logements à traiter, - les mesures et actions à mettre en œuvre, - les modalités de suivi et d'évaluation de ces mesures et actions, - les missions confiées à l'observatoire nominatif des logements indignes et locaux impropres à l'habitation.	Élaboration et mise en œuvre conjointe par l'État et le Conseil Général Évaluation conjointe et concomitante à un nouveau plan	loi n°90-449 du 31 mai 1990 Décret 2007-1688 du 29 novembre 2007 relatif aux PDALPD	Les PDALPD définissent via ses fiches actions le cadrage général des actions à mener contre l'habitat indigne (nombre de logements à traiter, mesures et actions à mettre en œuvre, modalités de suivi et d'évaluation de ces mesures et actions, missions confiées à l'observatoire nominatif des logements indignes et locaux impropres à l'habitation.) Il constitue le socle de l'action qu'il convient de décliner via des dispositifs opérationnels
Participation au pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne	Pôle d'action départemental de lutte contre l'habitat indigne dans lequel les directions départementales de la cohésion sociale et les directions départementales des territoires sont parties prenantes. Les préfets organisent le programme et les modes de travail entre les services de l'État. Il a pour objet de préciser les objectifs prioritaires de lutte contre l'habitat indigne en termes géographiques, en type de situations sociales, d'occupation, de formes d'habitat, tant dans les zones urbaines que rurales. Il précise également les modes d'organisation du travail entre services de l'État, ainsi qu'avec l'ensemble des partenaires (départements et leurs services sociaux, services des villes, opérateurs, organismes HLM, CAF, MSA, associations). Les plans d'action départementaux ont vocation à être intégrés comme volet spécifique des PDALPD.	DDT et DDCSPP sous l'égide du Préfet Conseil Général, EPCI à PLH, ANAH, ARS, CAF, MSA, parquets ...	loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 d'engagement national pour le logement	Le pôle départemental a pour objet de préciser les objectifs prioritaires de lutte contre l'habitat indigne par rapport au cadrage du PDALPD en termes géographiques, en type de situations sociales, d'occupation, de formes d'habitat, tant dans les zones urbaines que rurales. Il précise également les modes d'organisation du travail entre services de l'État, ainsi qu'avec l'ensemble des partenaires : remontée et traitement de signalements, mise en place d'un observatoire. Il permet de disposer des connaissances et des habitudes de travail partenarial indispensables à la réalisation d'opérations programmées efficaces.
Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) ou Programme d'Intérêt Général (PIG)	Programmes qui permettent de traiter les difficultés d'un territoire en matière d'habitat en incitant les propriétaires bailleurs et/ou occupants à effectuer des travaux. Ces programmes se déclinent en plusieurs catégories pour traiter notamment les logements insalubres, permettre des économies d'énergie dans les logements... Un financement majoré est apporté aux propriétaires (occupants ou bailleurs) qui entreprennent des travaux d'amélioration de leur logement. Les taux de subventions accordés varient pour chaque opération en fonction des enjeux thématiques et des partenaires co-financeurs.	convention entre les EPCI, l'État et l'ANAH	circulaire n° 2002-68/UHC/IIH/4/26 du 8 novembre 2002 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général	Les OPAH et les PIG permettent de cibler des thématiques et des territoires bien précis. Ils peuvent ainsi intégrer une thématique « habitat indigne » et être mis en œuvre sur les secteurs les plus pertinents de ce point de vue.
Plan de sauvegarde	Plan technique, économique, structurel et social qui a pour objectif de restaurer le cadre de vie des occupants d'un groupe d'immeubles à usage d'habitat consistant en l'acquisition publique en vue soit de la réhabilitation aux fins d'habitat, soit de la démolition totale ou partielle. Le Plan a pour objectif de restaurer le cadre de vie des occupants d'un groupe d'immeubles à usage d'habitat grâce à l'acquisition publique en vue notamment de la réhabilitation aux	initiative et coordination par le Préfet dans sa définition, soumis à l'avis du maire mais validation définitive par le Préfet	art L615-1 à 7 et R615-1 à 5 du CCH	Le plan de sauvegarde permet de dépasser l'enveloppe stricte sensus du bâtiment et d'améliorer le cadre de vie des occupants de collectifs dans ses dimensions sociale et économique et technique.

Amélioration de la qualité du parc de logements existant / Stratégie de développement alternative à l'urbanisation nouvelle (2/2)

Outil	Principes	Modalité d'intervention de l'État	Références	Utilité de l'outil vis à vis de l'enjeu
Opérations de RHI et THIRORI	Opérations d'éradication de l'habitat insalubre irrémédiable ou dangereux concentré.	Dépôt et instruction des dossiers auprès du délégué de l'ANAH dans le département puis transmission à la commission nationale de lutte contre l'habitat indigne	Instruction du 19 octobre 2010 relative au financement de la résorption de l'habitat insalubre irrémédiable ou dangereux et du traitement de l'habitat insalubre remédiable ou dangereux et des opérations de restauration immobilière	Les opérations de THIRORI ou de RHI ont pour objectifs de traiter des logements en très mauvais état sur des périmètres bien définis (échelle du quartier). Cela permet d'apporter une réponse massive et coercitive à un problème localisé.
Aides de l'ANAH pour des travaux d'amélioration	Aides aux propriétaires occupants et aux propriétaires bailleurs pour des travaux d'amélioration afin de prévenir les situations d'insalubrité ou de forte dégradation des logements. Pour les propriétaires bailleurs, les subventions accordées sont assorties d'un conventionnement du loyer systématique.	Coordination État, collectivités, ANAH	Instruction du 4 octobre 2010 de la directrice générale relative aux aides de l'Anah octroyées aux propriétaires occupants, aux propriétaires bailleurs et à certains autres bénéficiaires à compter du 1er janvier 2011.	Dans le cas de propriétaires occupants, ces aides directes, en prévenant les situations d'insalubrité ou de forte dégradation des logements, contribuent à l'amélioration de la qualité des logements. Distribuées en « diffus », elles ne permettent pas, pour les logements locatifs, un ciblage des secteurs où les besoins sont les plus importants.
Aides de l'ANAH pour des travaux lourds	Aides aux travaux lourds qui visent à résoudre une situation d'habitat indigne particulièrement grave ou de dégradation très importante. Pour les propriétaires bailleurs, les subventions accordées sont assorties d'un conventionnement du loyer systématique.	Coordination État, collectivités, ANAH	Instruction du 4 octobre 2010 de la directrice générale relative aux aides de l'Anah octroyées aux propriétaires occupants, aux propriétaires bailleurs et à certains autres bénéficiaires à compter du 1er janvier 2011.	Dans le cas de propriétaires occupants, ces aides permettent de sortir de l'indignité des logements occupés. Dans le cas de propriétaires bailleurs, la pertinence de remettre sur le marché des logements locatifs doit être discutées selon les secteurs. Un ciblage via des opérations programmées peut être un moyen de concentrer l'action sur les territoires adéquats. En dehors de ces périmètres, il convient de rester vigilant sur l'usage qu'il peut être fait des logements non rénovés (sécurisation des personnes...)
Arrêté d'insalubrité	Résorber les situations avérées d'habitat insalubre. L'ANAH peut apporter une subvention majorée aux propriétaires bailleurs ou occupants pour les travaux de sortie d'insalubrité. Les collectivités locales peuvent bénéficier, lorsqu'elles se substituent aux propriétaires défaillants pour la réalisation des travaux d'office, d'une subvention de l'ANAH égale à 50% de la dépense subventionnable.	Prise d'un arrêté par le Préfet de département mettant en demeure le propriétaire de réaliser les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité En l'absence de réalisation des travaux possibilité d'exécuter des travaux d'office	articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique Instruction n° I-2003-03 du 31 mars 2003 relative aux dossiers de sortie d'insalubrité ou de péril d'immeubles ou d'habitations occupés ou vacants	La prise d'arrêtés constituent un moyen coercitif de sortir de l'insalubrité ou du péril des logements pour lesquels les procédures amiables en vue d'améliorer le logement se sont révélées infructueuses. Même dans le cas où des travaux d'amélioration ne pourraient être effectuées du fait de l'insolvabilité du propriétaire, des travaux d'office peuvent être réalisés, permettant une sécurisation des lieux.
Zone d'Aménagement Concertée (ZAC)	La ZAC est une opération publique d'aménagement qui offre aux collectivités publiques un cadre juridique, financier et technique adapté et leur permet d'engager une opération importante, complète et cohérente d'aménagement de l'espace urbain. Il s'agira, selon les cas, de mettre en oeuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de lutter contre l'insalubrité, de permettre le renouvellement urbain.	Conseil amont et assistance tout au long de l'opération	loi d'orientation foncière du 30 décembre 1967, loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2010, article L. 311-1 du code de l'urbanisme	La ZAC est susceptible de concerner la construction ex nihilo, l'extension ou la restauration. Dans ce dernier cas, elle peut effectivement être utilisée sur des secteurs déjà largement urbanisés afin de permettre une intervention sur l'existant en complément d'un processus plus global de requalification du site.

ANNEXE N°12 : Indicateurs de suivi de la Stratégie Habitat

THEME D'ANALYSE	CONSTATS ISSUS DU DIAGNOSTIC	INDICATEURS	SOURCES	SEGMENT(S) DU PARC	ECHELLES D'ANALYSE	PERIODICITE D'ACTUALISATION
Structure du territoire (logement, emplois)	Tous constats confondus	Évolution du nombre et du taux de logements sociaux	DDT	Parc public	EPCI particulier / BH /bourg principaux/ Département	1 an
		Évolution de la répartition du statut d'occupation des RP	FILOCOM	Tout parc confondu	EPCI particulier / BH / Département	2 ans
		Nombre d'emplois au lieu de travail	INSEE	Non concerné	EPCI particulier / BH / Département	1 an
		Taux d'emploi	INSEE	Non concerné	EPCI particulier / BH / Département	1 an
		Évolutions des migrations professionnelles	INSEE	Non concerné	EPCI particulier / BH / Département	1 an
Démographie	Migration de population interne au département / Augmentation du nombre de ménages / Vieillessement de la population	Évolution du nombre d'habitants	INSEE-GeoKit3	Non concerné	EPCI particulier / aires urbaines / BH / Département	1 an
		Évolution du nombre de ménages	INSEE à privilégier ou FILOCOM	Non concerné	EPCI particulier / BH / Département	2 ans
		Évolution de la structure de la population : - part des + 60 ans - part des + 75 ans - part des - 20 ans	INSEE	Non concerné	EPCI particulier / BH / Département	1 an
		Flux migratoires	INSEE	Non concerné	BH / Département	1 an
		Indice de jeunesse (part des - 20 ans / part des + 60 ans)*100	INSEE	Non concerné	EPCI particulier / BH / Département	1 an
		Évolution du nombre de places en structures d'accueil pour personnes âgées	CG	Non concerné	Département	1 an
Précarité des ménages	Disparités de revenus / Précarisation accrue des locataires du parc privé	Part des ménages aux revenus < 100%, < 60% et <30% plafonds HLM	FILOCOM	parc privé (locataires, PO), parc public, parc global	EPCI particulier / BH / Département	2 ans
		Nombre de DEFM (demandeurs d'emploi en fin de mois)	INSEE-DIRECCTE	Non concerné	EPCI particulier / BH / Département	1 an
		Nombre de bénéficiaires des aides au logement	CNAF	Tout parc confondu + par segment de parc	EPCI particulier / BH / Département	2 an
		Taux de bénéficiaires des aides au logement (Nombre bénéficiaires / Nombre résidences principales)	FILOCOM – CNAF	Tout parc confondu + par segment de parc	EPCI particulier / BH / Département	2 ans
		Taux d'évolution du nombre d'allocataires des aides au logement	CNAF - MSA	locataires parc privé / parc public	EPCI particulier / BH / Département	1 an
		Nombre d'allocataires des aides au logement locataires avec un taux d'effort post aide > 30%	CNAF	locataires parc privé / parc public	EPCI particulier / BH / Département	
		Taux d'évolution du nombre d'allocataires des aides au logement locataires avec un taux d'effort post aide > 30%	CNAF	locataires parc privé / parc public	EPCI particulier / BH / Département	1 an
		Niveau de loyer dans le parc privé et public des logements dont l'occupant bénéficie d'une aide au logement	CNAF + CG (via FSL) + exploitation d'OPAL	locataires parc privé / parc public	EPCI particulier / BH / Département	1 an

THEME D'ANALYSE	CONSTATS ISSUS DU DIAGNOSTIC	INDICATEURS	SOURCES	SEGMENT(S) DU PARC	ECHELLES D'ANALYSE	PERIODICITE D'ACTUALISATION
Précarité énergétique	Précarité énergétique	suivi indicateur CUS CIV : Pourcentage des logements rénovés au sens du 1er éa II de l'article 5 de la loi n°2009-9 67 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, en zone urbaine sensible et hors zone urbaine sensible	Suivi CUS organismes HLM / DDT	Parc public	Département	2 ans
		Diagnostic de Performance énergétique	organismes HLM	Parc public	Département	/
		Nombre de subventions ANAH délivrées dans le cadre du FART	DDT	Parc privé	Département	1 an
		Nombre de dossiers examinés au FSL en commission d'aide au paiement de fournitures d'énergie	CG	Tout parc confondu	Département	1 an
		Nombre de ménages aidés pour le maintien au titre d'un impayé de fournitures d'énergie	CG	Tout parc confondu	Département	1 an
		Montant moyen de l'aide accordée par le FSL	CG	Tout parc confondu	Département	1 an
		Nombre de ménages éligibles au tarif de première nécessité (électricité, gaz)	EDF/GDF	Tout parc confondu	Département	1 an
Habitat indigne, dégradé, vétuste	Habitat indigne, dégradé, vétuste	Taux de PPPI	CD-Rom ANAH DDT / traitement CETE NP	Parc privé	EPCI particulier / BH / Département	2 ans
		Évolution du nombre de cas d'indignité signalés	Structure centralisatrice des signalements : DDCSPP, ARS	Tout parc confondu	BH / Département	1 an
		Évolution du nombre d'arrêtés insalubrité pris	ARS	Tout parc confondu	Département	1 an
		Évolution du nombre de CREP transmis	ARS	Tout parc confondu	Département	1 an
		Engagement de subventions ANAH au titre de la LHI et de la Lutte contre habitat dégradé	DDT	Parc privé	EPCI particulier (OPAH) / BH / Département	1 an
Construction – Étalement urbain	Perte d'attractivité des centres-villes / Dynamisme de la construction / Périurbanisation / Mitage	Taux d'évolution du nombre de logements commencés	SITADEL	Tout parc confondu	Communes au sein d'un EPCI particulier / BH / Département	1 an
		Part des logements individuels dans la construction neuve de logements	SITADEL	Tout parc confondu	Communes au sein d'un EPCI particulier / BH / Département	1 an
		Indices de construction (logements construits / population * 1000)	INSEE-SITADEL	Tout parc confondu	EPCI particulier / BH / Département	1 an
		Surfaces : « tissu urbain continu » ; « tissu urbain discontinu » ; « zones industrielles et commerciales »	Corine Land Cover : maille : 25ha	Non concerné	Communes au sein d'un EPCI particulier / EPCI / BH / Département	6-10 ans
		Évolution du nombre et de la part de résidences secondaires	INSEE ou FILOCOM	Parc privé	BH de Remiremont	1 an
		Évolution cumulée des surfaces bâties; Taux de croissance de l'artificialisé bâti ; Évolution du rapport entre les surfaces dédiées au logement et la population	Outil de suivi de la consommation foncière propre au département des Vosges (en cours de constitution)	Non concerné	EPCI particulier / BH / Département	2 ans

THEME D'ANALYSE	CONSTATS ISSUS DU DIAGNOSTIC	INDICATEURS	SOURCES	SEGMENT(S) DU PARC	ECHELLES D'ANALYSE	PERIODICITE D'ACTUALISATION
Vacance	Vacance dans le parc public Vacance de très longue durée Vacance concentrée dans le parc privé	Évolution du nombre de logements vacants	FILOCOM ^(*) – EPLS	Parc privé, public, global	Épinal (parc public) / EPCI particulier / BH / Département	2 ans
		Taux de vacance > 1 an	FILOCOM ^(*)	Parc privé	EPCI particulier / BH / Département	2 ans
		Taux de vacance > 3 mois	EPLS	Parc public	Épinal / St-Dié-des-Vosges + gros bourgs	1 an
		Évolution du nombre de logements vacants de longue (> 3 ans) et très longue durée (> 10 ans)	FILOCOM ^(*)	Parc privé	EPCI particulier / BH / Département	2 ans
		Taux de vacance de longue durée (> 3 ans)	FILOCOM ^(*)	Parc privé	EPCI particulier / BH / Département	2 ans
		Taux de logements vacants par période de construction	FILOCOM ^(*)	Parc privé	EPCI particulier / BH / Département	2 ans
Hébergement	Demande diffuse de logements adaptés pour jeunes travailleurs / Projets en cours de logements adaptés à destination des jeunes travailleurs / Insuffisance de l'offre en hébergement en CHRS	Actualisation du tableau récapitulatif de l'offre en hébergement et en logements-foyers	DDCSPP	type d'hébergement : urgence, CHRS, ALT, Maisons relais, Résidences sociales, FJT, résidences habitat jeunes	Département	1 an

MODALITES D'OBTENTION DES DONNEES	
FILOCOM	DREAL Lorraine / service statistiques
FILOCOM ^(*)	traitement spécifique CETE Nord-Picardie
INSEE	site internet INSEE
EPLS	DREAL Lorraine / service statistiques
CNAF - MSA	DREAL Lorraine / service statistiques
SITADEL	DREAL Lorraine / service statistiques
MAJIC	DREAL Lorraine / service statistiques
UNISTATIS	Site internet pôle emploi
INSEE-DIRECCTE	Sites Internet INSEE et DIRECCTE
Corine Land Cover	Site intranet SOES
CD-ROM ANAH PPPI	ANAH
ARS	Partenariat en direct
Conseil Général	Partenariat en direct
DDCSPP	Partenariat en direct